

# LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML

GROUPE POUR LA FONDATION DE  
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LÉNINISTES

MENSUEL Octobre-Novembre 1979

No 37

4 Francs

## Pour une charte des droits des immigrés, contre Bonnet-Stoléru



La manifestation du 16 Juin, à Barbès (Paris).

## Pour la résistance des foyers en lutte

### Sommaire

#### LA BATAILLE DE GARGES ET LA LUTTE DES FOYERS.

Garges, signal de résistance, leçons politiques, sordide  
machination de la CGT.

#### CONTRE LES LOIS BONNET-STOLÉRU !

16 Juin, Charte des droits, 29 Septembre.

#### LUTTE D'USINE ET NOYAUX COMMUNISTES.

Longwy: bilan; contre les saisies-arrêts; les noyaux  
dans la lutte des classes.

#### POLITIQUE DE CLASSE A LA CAMPAGNE

Le Comité pour la vérité sur le remembrement.  
Le travail des maoïstes.

#### L'AFRIQUE, LES IMPÉRIALISMES, LA GUERRE.

Centrafrique: reconquête coloniale, Tchad.

#### LE MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE.

Goldman, Piperno, Femmes.

# EDITORIAL

1

Automne sombre. Dures attaques des États impérialistes, lenteur des contre-offensives populaires. Quelques signes pour l'action d'une avant-garde. Importance cruciale, plus que jamais, de la solidarité et du sang froid des engagements de type parti. Consolider l'organisation sous tous ses aspects : UCFML, noyaux, CPACs, propagande. Mais aussi Foudre, la théorie marxiste, l'analyse de conjoncture.

Etre des professionnels fermes, à la vision ample. Dominer l'Histoire, qui fait entendre des craquements colossaux. Travailler par objectifs, et les atteindre. Avoir de l'ordre, séparer l'essentiel du futile.

Etre le noyau infracassable de la résistance populaire.

2

La planète : la superpuissance américaine dans une crise sans précédent de son système politique. La débâcle au Vietnam n'est nullement digérée. On dirait la France de la 4<sup>ème</sup> République : impuissance, rododromades, fouillis parlementaire, crises répétées de la monnaie. La reculade se poursuit. Après l'effondrement iranien, où les convulsions se poursuivent, c'est au Nicaragua que prend corps un régime, semble-t-il, pro-soviétique. Ce marasme total du gendarme impérialiste des décennies précédentes est lourd de menaces : le contre-courant sera sans doute hyper chauvin, belliciste, voire fascisant.

L'URSS, quelque peu encombrée du mort-vivant Brejnev, consolide et poursuit ses aventures belliqueuses. Soutien sans défaut à l'épouvantable invasion massacreuse du Cambodge et du Laos par les brigands vietnamiens ; guerre en Afghanistan, en Ethiopie, en Angola ; pressions sur la Chine et le Japon ; brutal chantage pour désarmer et dominer l'Europe de l'Ouest.

Cette Europe vit un contre-courant réactionnaire à la crise, qui s'accélère sans arrêt. Il y a Thatcher, qui discute dans les congrès de son parti, de l'opportunité d'accorder les logements aux «hommes blancs» et d'expulser les autres en masse ; il y a la camarilla DC-PCI en Italie, qui jette en prison tout ce qui bouge ; Schmidt, l'homme du tir à vue sur les «terroristes».

Les deux urgences militantes pour nous :

- Faire une force contre les extraditions, contre la convention européenne «anti-terroriste» (cf. article sur Piperno)

- S'engager à fond dans l'affaire du sud-Est asiatique. Les réfugiés sont les premiers réfugiés de la troisième guerre mondiale. L'agresseur, fauteur de famine, colonisateur barbare, c'est le Vietnam, soutenu par l'URSS. Il faut impérativement le contenir puis le refouler.

Aux avant-postes de cette tâche, payant un prix écrasant pour nous tous, il y a la résistance khmère. Organisons le soutien politique et matériel à cette résistance !

3

En France, le dispositif anti-populaire fonctionne également. Au centre, le front de classe des immigrés : briser la résistance des foyers, faire passer les lois Bonnet-Stoléru. L'été a été sévère (cf. l'ensemble d'articles que nous y consacrons), avec des temps forts pour le peuple jusqu'au milieu de Juillet, des temps plus faibles ensuite. Redresser la barre, ancrer l'avant-garde, relancer partout la dynamique des noyaux et des CPACs : tout ceci passe par un soutien sans failles à la résistance, et par notre redéploiement contre les lois scélérates (cf. notre proposition de Charte).

Les usines bougent (Alstom, Cherbourg...), encore sous la coupe des faiblesses bourgeoises syndicalistes. Il faut les réinvestir avec vigueur, en saisissant avec minutie les causes internes (cf. article sur R.). A terme, formuler le mot d'ordre de classe unificateur contre les licenciements et démantèlements. Mener une politique de noyau : c'est la clef de tout progrès.

L'attaque vise aussi les femmes (cf. notre article sur la manifestation du 6 octobre), les symboles d'une génération contestataire (cf. notre déclaration sur l'affreux meurtre de Goldman), tous les démocrates révoltés par les extraditions provocantes, tous ceux qui refusent le consensus impérialiste. Agir sur ces questions avec esprit d'avant-garde, un grand suivi des affaires, une ligne de masse attentive.

En saisir à temps les CPACs, pour qu'ils élargissent leur audience et soient à la clef des victoires.

L'Impérialisme français s'est révélé aux yeux de tous en Centre-Afrique sous son jour le plus abject. Retrouver, contre ces puanteurs coloniales, l'esprit d'audace et d'engagement, y compris sur nos propres forces, que nous avons eu pour le Sahara occidental ou le Zaïre.

Giscard ne règne que par le vide et la police. Les canailles du PCF se surpassent dans la frénésie anti-populaire (cf. notre article sur l'affaire Bouaziz). Le PS n'a d'autre règle que : «à nous la bonne soupe». La crise politique menace, ombre portée de la crise tout court.

Dans un pareil contexte, soyons-en assurés, des marxistes liés aux fractions d'avant-garde du peuple, des organisations de sang froid, des camarades solidement adossés à nos acquis théoriques et politiques, sont exigés par la situation.

**VIVE LA LUTTE DES CLASSES !  
VIVE LE MARXISME-LÉNINISME-MAOISME !  
EN AVANT POUR LA FONDATION DE L'UNION !**

## abonnez-vous au Marxiste-Léniniste

sous pli fermé, 1 an : 70 F  
soutien : 100 F et plus !

«LE MARXISTE LÉNINISTE» - Directeur de publication P. Gonin - Dépôt légal 1/79 - Commission paritaire No56 220  
Imprimerie Spéciale Potemkine - Adresse : «Le ML» BP-278-75827 Paris Cedex 17 - CCP 3458161 L La source - ISSN 0338 - 5086

# LA BATAILLE DE GARGES ET LA LUTTE DES FOYERS

## GARGES, SIGNAL DE LA RESISTANCE POSSIBLE

Garges, cité de la banlieue d'ortoir comme tant d'autres à l'Est et au Nord de la région parisienne. Garges est entré dans l'histoire actuelle de la lutte de classes en France, en est devenu un point de repère connu de tous, le 22 Juin 79.

-I-

### L'ATTAQUE ENNEMIE

Dans un tout premier temps, à l'initiative de l'ennemi: la Sonacotra, l'État et ses flics. Ils avaient voulu en faire la bataille décisive dans la guerre prolongée qu'ils mènent depuis 5 ans contre le mouvement des foyers, sa direction le Comité de Coordination et tous ceux, français et immigrés, qui le soutiennent.

Ils avaient voulu en faire le symbole de leur toute-puissance, de leur détermination arrogante et méprisante à écraser ces immigrés qui osaient être à l'avant-garde du combat pour l'égalité des droits français-immigrés, en refusant les foyers-prisons et les gérants racistes.

Ils avaient donc décidé que là, à Garges, ils concentreraient leurs forces pour marquer le point décisif. Ni les jugements injustes de la justice bourgeoise, ni les premières expulsions de foyers, ni les saisies-arrests sur salaires, ni la complicité active du PCF n'avaient été suffisantes pour disloquer la grève.

### GARGES, DANS LA JOURNÉE DU 22 JUIN

- C'est un «grand coup», l'expulsion de tout un foyer. Un foyer dur, solide, un des premiers piliers de la grève.

- Ce sont de grands moyens: une petite «armée» de CRS et de flics, plus de 500, en ce matin du 22 Juin, pour expulser brutalement les quelques résidents, chômeurs ou malades, présents et jeter dans des sacs poubelles plastiques les affaires de tous ceux partis au travail.

- C'est la volonté d'humiliation des résidents; 500 flics

qui occupent le foyer et ses alentours et, au milieu de ces rangées de casques, la camionnette de la Sonacotra ou doivent venir ceux des résidents qui voudraient être relogés... dans un autre foyer en échange de 1500F d'arriérés payables de suite (le vendredi soir !) et l'engagement écrit de ne plus faire grève et d'accepter le règlement intérieur de la Sonacotra.

Attaque brutale. Pour diviser et décourager les résidents de Garges et par delà tous ceux des foyers juste avant l'été.

-II-

### DE LA RESISTANCE A LA PREMIERE VICTOIRE

#### LE PREMIER SOIR, LA PREMIERE NUIT, RESISTANCE ET SOLIDARITE.

Dès ce moment, la force politique des résidents se montre déjà. Car ils ne vont pas s'arrêter à la stupeur puis à la colère contre les flics comme cela se produit trop souvent dans des mouvements qui n'y sont pas préparés (occupations d'usines...).

Ils vont traduire dans les faits leur détermination à ne pas se laisser écraser: en Assemblée Générale, le soir même, sur le terrain face aux flics, ils décident de rester là, de camper sur ce terrain jusqu'au départ des flics et de n'accepter aucune autre solution: ni bien sûr les conditions de la Sonacotra, ni les propositions (PCF en tête) d'aller organiser leur résistance ailleurs, loin du foyer.

Cette détermination à résister, ce refus de l'écrasement et de la division ne tombent pas du ciel !

Les résidents ne sont pas des surhommes. Ils s'appuient sur leur organisation préalable autour de leur Comité de Résidents, ils s'appuient sur la force d'ensemble du mouve-



Devant le foyer, entouré par des CRS, le camp des résidents.

ment des foyers depuis 5 ans. Ils s'appuient sur leur unité, leur détermination concrète, déjà prouvée auparavant (journalées portes ouvertes) à refuser les foyers-prisons.

Dès ce premier soir, il se vérifie pratiquement que le mouvement des foyers est à l'avant-garde de la lutte de classes aujourd'hui en France.

Dès cette première soirée et nuit de campement improvisé commence aussi à se voir concrètement qui soutient dans les faits le mouvement des foyers.

- les maoïstes. Nous sommes là pour être aux côtés des résidents face aux flics, pour faire les premières chaînes contre leurs provocations. Pour, sitôt connue la décision des résidents de rester sur place, commencer à chercher du matériel de soutien (couvertures, plus tard des tentes...); pour rester sur le terrain toute la nuit aux côtés des résidents.

- des gens déjà organisés dans le soutien aux foyers sont aussi là. Surtout, les gens du peuple des cités autour descendent sur le campement improvisé pour témoigner de leur solidarité. Dès cette première nuit de veille, plusieurs resteront toute la nuit, donneront des coups de mains concrets (qui en amenant à boire ou à manger, qui en apportant une couverture, qui en aidant à aller chercher dans le chantier voisin des planches pour les feux autour desquels tous se regroupent...)

Les jeunes seront particulièrement actifs et nombreux. C'est à eux que l'on devra, au petit matin, le premier «approvisionnement» du camp sous forme de bouteilles de lait.

Face à ce soutien, en plus des flics, il y a aussi le PCF, maire en tête, qui tout en prétendant soutenir les résidents, marchande son «aide» (prêter un local pour les affaires, amener quelques repas) contre la soumission à leur propre objectif politique: faire négocier le foyer séparément des autres foyers, le détacher du Comité de Coordination en ne négociant que le montant des arriérés.

Il y a enfin les hésitants, comme le PS, qui commence à faire promener un de ses députés, portant bien visible son écharpe tricolore, sur tout le terrain, pour s'éclipser plus discrètement la nuit venue, après avoir promis des tas de tentes (que les résidents attendent toujours) et recommandé de ne pas répondre aux provocations policières !

C'est ainsi que cette première nuit du 22 Juin, le terrain vague de Garges se transforme en bivouac de résistance et de solidarité.

### LE PREMIER WEEK-END, LE CAMPEMENT S'ORGANISE.

Après cette première nuit où la détermination des résidents a déjà surpris et fait échouer la première attaque de l'ennemi, les résidents commencent à organiser le campement: ils vont rechercher les affaires qu'ils peuvent, s'installent dans les premières tentes.

Avec le Comité de Coordination, ils appellent les résidents des autres foyers à venir les soutenir: plusieurs délégations passeront dans ces 2 journées, même si le Comité de Coordination ne décide pas alors d'un rassemblement.

Le soutien se développe également. A notre initiative, premières interventions, parfois communes avec des résidents, dès le samedi matin sur les marchés, puis dans les cités alentour. Le samedi, puis le dimanche après-midi avec les P.A.E., nous organisons les deux premières manifestations de soutien qui traversent la ville entière pour se rendre sur le campement.

Et les gens des cités, de plus en plus nombreux, sont présents sur le terrain. Certains ne sont là, bien sûr, que par curiosité. D'autres par simple haine des flics et solidarité face à eux. Mais presque tous en enquête et impressionnés par cette force et cette détermination politique qui se dégage de l'action des résidents.

Et le campement se transforme en lieu de débats, de questions: «comment avez-vous fait pour vous organiser, nous, nous sommes divisés», «est ce que le PCF vous soutient ? Pourquoi n'est-il pas contre les foyers-prisons ? ».

Puis, peu à peu, les gens des cités prenant confiance dans cette lutte, commencent à réfléchir sur leur propre situation, sur l'importance de l'unité français-immigrés. Les menaces d'expulsions, les saisies-arrests sur salaires sont aussi nombreuses dans les cités du coin, les flics contre les jeunes, et la mairie PCF, y sont aussi pour faire régner leur police et leur ordre.

Soutien d'autant plus important que la tension est grande, que les flics harcèlent jour et nuit, multiplient les provocations (de l'injure raciste aux jets de pierres). Mais, face à eux, sur la ligne de front qui suit les monticules du terrain, ils trouveront, jour et nuit, une chaîne français-immigrés lançant les mots d'ordre de soutien à la lutte des foyers, de soutien au Comité de Coordination, d'égalité des droits et de l'unité français-immigrés. Et derrière ces chaînes, la nuit, les feux allumés éclairent le camp et sont comme des phares de ralliement de la vie du peuple face à la masse sombre et sans vie des flics plantés devant le foyer comme des piquets.

### FIN JUIN-DÉBUT JUILLET, LE CAMP DE GARGES ENTRE SUR LA SCÈNE POLITIQUE D'ENSEMBLE.

Cette résistance prolongée des résidents et de ceux, de plus en plus nombreux, qui les soutiennent montre alors l'existence d'une force assurant l'antagonisme ouvert avec l'État et son appareil policier. Le camp crée un espace matérialisable de forces indépendantes par rapport au parlementarisme en ce début d'été, et ceci juste après la manifestation du 16 Juin. Toutes les forces politiques sont alors obligées de prendre position :

- les journaux, la télévision qui, jusque là, passaient presque toujours sous silence le mouvement des foyers, sont amenés à en parler. Et le gouvernement, Stoléro en tête, tente de présenter l'intervention policière comme une simple application d'une décision judiciaire et n'ayant rien à voir avec une décision politique.

- le PCF tente de faire donner ses troupes sur le terrain pour convaincre les résidents d'être relogés ailleurs, de les faire sortir du terrain et accepter les négociations séparées. Mais ils seront reconduits fermement à la sortie du terrain à chaque fois, aux cris de «vive le Comité de Coordination», «à bas les diviseurs».

- le PS, quant à lui, fera même donner Mitterrand qui viendra visiter le campement, se présentant comme défenseur des immigrés. Mais ces bonnes paroles ne suffisent pas, à juste titre, pour convaincre les résidents et le Comité de Coordination de sa bonne foi, et il sera contraint au bout d'une heure et demie de questions pressantes, de reconnaître du bout des lèvres que «les résidents ont raison de s'organiser dans un seul Comité pour leur coordination».

Cette irruption sur la scène publique nous ouvre de nouvelles tâches, tout en continuant à assurer une présence sur le terrain, dans les gardes de nuit, dans la solidarité financière et matérielle.

Mais nous décidons en plus de consolider par une manifestation d'ampleur le soutien à la résistance des résidents de Garges, qui, par ses mots d'ordres, l'inscrirait comme force essentielle dans la lutte contre les lois racistes Bonnet-Stoléro et pour l'égalité des droits. C'est pourquoi, avec les Permanences Anti-Expulsions et l'O.C.F.M.L., rejoints au dernier moment par le PCML et le PCRML, nous organisons la marche du 1er Juillet.

Marche réussie, car en ce 1er dimanche de Juillet, ce sont environ 1500 personnes qui, de Saint-Denis jusqu'au campement, sur 7 kilomètres donc, manifestent leur soutien déterminé à la grève des foyers, à la résistance de Garges, au Comité de Coordination, et leur engagement réel - et non pas seulement en paroles - dans le combat contre les lois racistes.

Les bourgeois voulaient faire de Garges le lieu de leur victoire, de leur toute-puissance pour écraser la grève. Mais la résistance des résidents, le développement d'un lieu de regroupement des forces antagoniques à cette société impé-



L'arrivée de la marche de Saint-Denis à Garges, le 1er Juillet 1979.

rialiste de flics racistes et de partis bourgeois parlementaires est en train de leur faire retomber sur leurs pieds la pierre qu'ils ont soulevé. Alors, ils reculent et sont obligés de retirer leurs flics le mardi 3 Juillet. Ils les remplacent par des vigiles armés et accompagnés de chiens, à l'intérieur du foyer.

### -III-

#### DE LA PREMIERE VICTOIRE A LA SITUATION ACTUELLE

Cette première victoire ouvre une nouvelle étape qui va en fait inclure Garges dans l'ensemble des questions nouvelles qui se posent à l'ensemble du mouvement des foyers.

- En ce début de Juillet et pendant tout l'été, les résidents de Garges vont continuer à montrer leur détermination à résister, à refuser le diktat de la Sonacotra et leur volonté de revenir dans le foyer. Ils vont pour cela maintenir le campement, malgré les conditions de vie difficiles (un seul point d'eau, problèmes de santé, difficulté pour la cuisine car depuis longtemps le PCF a cessé ses repas chauds...), malgré les intempéries... Ils vont conserver leurs pratiques collectives pour, par exemple, aller exiger des flics des papiers, car ceux-ci refusaient de délivrer des cartes de séjour sous prétexte d'absence de lieux de résidence.

- Mais en même temps, le départ des flics a ouvert la question de la réoccupation du foyer. Car si la Sonacotra et l'État ont eu mal aux pieds par la retombée de leur première pierre, ils en ont aussi tiré les leçons. Le maintien des vigiles à Garges, c'est la préfiguration des attaques suivantes de l'été (expulsions de quelques résidents par foyers, puis interdiction de rentrer aux expulsés, comme à Aulnay). Toutes ces manoeuvres sont destinées à obliger le mouvement à la seule défensive, à la résistance, mais sans possibilité de contre-attaque.

Or, travailler à la victoire du mouvement exige de préparer les conditions de cette contre-attaque. Garges en est de ce point de vue l'exemple vivant: résister aux flics dans un premier temps était la preuve de la force du mouvement. Camper sur le terrain sans inclure la perspective de la réoccupation du foyer dans un plan de contre-attaque face aux nouvelles tactiques de la Sonacotra risque d'affaiblir cette unité et la détermination des résidents.

Certes, réoccuper Garges est un « gros morceau » et n'est évidemment pas qu'une question « militaire »: le problème n'est pas d'en sortir une vingtaine de vigiles, mais d'avoir une force permanente de français et d'immigrés soutenant de manière prolongée une réoccupation.

Et cela ne peut se faire du jour au lendemain. Mais cela se prépare. Par exemple, tous les gens des cités qui ont manifesté concrètement leur soutien dans les premiers jours sont aujourd'hui bien plus rares sur le terrain. Ce n'est pas la seule lassitude. C'est aussi que leur mobilisation aujourd'hui exige qu'on leur trouve une place dans le combat, que soient amplement discutés avec eux l'importance d'une politique prolongée d'unité français-immigrés. Ce travail interpelle les maoïstes organisés en premier lieu :

- d'appeler les gens à la vigilance et à la défense du camp contre les attaques possibles des CRS, de bandes fascistes, ou celles de la mairie avec son mot d'ordre « non aux bidonvilles », qui cache mal sa volonté de vider les résidents.

- de travailler à une unité solide par la création d'un CPAC, porteur d'une politique active d'unité.

Mais il suppose aussi que le mouvement lui-même, et sa direction, s'engagent dans cette voie, condition nécessaire à la contre-attaque.

Et cela, alors que des forces, bien absentes pendant la première partie de la mobilisation active à Garges, face aux flics, tentent de se servir de Garges, de son côté exemplaire et connu de-tous. Certes, ces organisations immigrées, ces syndicalistes ont été obligés de reconnaître la force du mouvement, de reconnaître le Comité de Coordination, et ceci est une bonne chose. Mais c'est pour mieux tenter de transformer le mouvement des foyers en une force d'appoint à leur propre projet syndicaliste intitulé « contre les lois Bonnet-Stoléro » mais, en fait, sans contenu, si ce n'est... leur propre publicité. Telle a été leur attitude dans le rassemblement du 7 Juillet, rassemblement en fait a-politique, sans aucune perspective ou proposition politique de volonté claire si ce n'est dans l'intervention faite par le Comité de Coordination. Telle est la raison de leur présence maintenant régulière à Garges, et de leur mobilisation pour le 29 Septembre.

Ainsi Garges, après avoir été le symbole de la résistance déterminée des grévistes Sonacotra, de ceux qui sont les seuls aujourd'hui à résister aux interventions policières, aux tentatives d'écrasement et division de la Sonacotra, Garges est maintenant lié à l'ensemble des problèmes de la contre-attaque pour le mouvement des foyers.

Et là, comme ailleurs, nous devons travailler à organiser la vigilance et le soutien contre toutes menaces d'intervention contre le camp. Mais aussi lancer le débat sur les tâches du moment pour le renforcement d'une politique d'unité français-immigrés contre les lois et pour l'égalité des droits, pour la victoire des foyers.

# LES LEÇONS POLITIQUES DE GARGES

INTERVENTION DE L'UCFML A LA REUNION — DÉBAT MAOISTE DU 21 JUILLET

-I-

## GARGES S'INSCRIT DANS TOUTES LES BATAILLES POLITIQUES EN COURS

La résistance à Garges a ouvert une nouvelle étape dans la grande grève des foyers Sonacotra, sous la direction du Comité de Coordination, contre les foyers-prisons, pour l'égalité des droits dans le logement, contre les gérants racistes et contre le statut spécial des immigrés.

Une autre lutte politique a commencé, face aux nouvelles attaques racistes de l'État, la lutte contre les lois racistes de Barre-Bonnet-Stoléru-Boulin.

Deux autres batailles vont sans doute prendre de l'ampleur dès le mois de Septembre:

- la lutte contre le chômage et les licenciements
- la lutte contre les expulsions de logement

Actuellement les capacités politiques ouvrières et populaires contre les lois et dans la grève des foyers est plus avancée et plus forte que sur la question du chômage et des expulsions de logement. Les leçons de Garges doivent servir pour l'ensemble de ces batailles.

## GARGES EST EN AVANCE DANS TOUTES CES BATAILLES

Garges est déjà, dans l'état actuel des choses, une victoire: alors que de nombreuses révoltes ouvrières et populaires, comme à Longwy par exemple, ont été brisées par l'offensive de l'État, à Garges les ouvriers des foyers ont résisté victorieusement, empêché l'écrasement et la dispersion qu'espérait le gouvernement, la Sonacotra et toutes les forces bourgeoises racistes, de Giscard au PCF. Cela fait un mois juste aujourd'hui que les flics sont à Garges, mais ce sont les ouvriers qui font reculer l'État, montrant leur force face à toute cette société impérialiste !

Car Garges, c'est l'organisation autonome des ouvriers avec le Comité de Résidents et le Comité de Coordination, contre toutes les tentatives des syndicats de contrôler les batailles politiques des ouvriers et du peuple.

Garges nous montre qu'une révolte conséquente, une résistance victorieuse, viennent d'une politique prolongée. Ce qui a rendu possible la résistance à Garges, ce n'est pas la seule révolte. C'est parce qu'il y avait eu:

- près de 5 ans de grève prolongée des foyers, accumulant de nombreuses leçons politiques pour les résidents.
- depuis longtemps, un travail de soutien et d'explication politique, partout dans le peuple, de l'importance de cette grève, a eu lieu, travail en grande partie effectué par les maoïstes de l'U.C.F.M.L.

Car Garges, enfin, et la lutte des foyers, sont concrètement porteurs de l'unité Français-Immigrés, de la lutte pour l'unité du camp du peuple.

Cela est vrai non seulement dans les mots d'ordre du combat, mais cela se vérifie également dans la présence et le soutien au camp de français et d'immigrés dès le premier jour de l'intervention des flics, il y a un mois.

Voilà pourquoi les leçons victorieuses de Garges et des foyers doivent nous servir dans toutes les batailles à venir !

-II-

## LE ROLE DES MAOISTES EST UN ROLE D'ENSEMBLE

**NOUS, LES MAOISTES DE L'U.C.F.M.L., NOUS SOMMES  
ENGAGÉS DANS TOUTES CES BATAILLES**

Et dans d'autres batailles aussi, celles de la jeunesse (aujourd'hui collégiens, demain chômeurs; contre le racisme

à l'école; contre l'école bourgeoise qui discrimine les enfants d'ouvriers); celles des paysans pauvres et moyens (ce que nous appelons le peuple des campagnes, les paysans qui travaillent pour vivre et non pas pour devenir capitalistes des campagnes). Nous sommes aussi dans les batailles contre l'impérialisme français, pour le droit à l'indépendance inconditionnelle des colonies françaises (Guyane, Martinique, Réunion, Guadeloupe, Polynésie, Nouvelle-Calédonie, etc...), des batailles pour l'aspiration nationale des peuples Corse et Breton. Nous soutenons inconditionnellement les luttes des peuples du monde pour le droit à l'indépendance, contre l'impérialisme et le colonialisme (le peuple Saharaoui, le peuple Palestinien, les peuples d'Afrique Australe, etc...), contre le social-impérialisme soviétique (Tchécoslovaquie, Pologne, le peuple Cambodgien contre l'invasion Vietnamiennne, etc...).

## QU'EST-CE QUE LE GROUPE POUR LA FONDATION DE L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LÉNINISTES

Nous sommes une organisation politique nationale, nous existons depuis 1970 et notre objectif c'est de construire en France un parti prolétarien de la lutte des classes, des ouvriers et du peuple, pour une société nouvelle, pour la révolution socialiste. Nous sommes des marxistes, des léninistes, des maoïstes parce que là sont les enseignements sur ce qu'est la politique, les principes de la vraie lutte de classes contre les bourgeoisies et l'impérialisme.

Nous sommes une organisation pour la politique des ouvriers et du peuple. Le parti que nous voulons construire, le parti prolétarien, le parti pour organiser l'ensemble du camp du peuple, du camp de la révolution, se construit dans la politique que nous menons dès aujourd'hui contre l'État impérialiste.

Le projet de Parti, son début de réalisation, avance à travers le chemin par lequel la classe ouvrière et le peuple font leur propre politique. Pour cela la bataille des foyers et pour l'égalité des droits nous ont fait avancer vers ce Parti. Ce front de bataille politique est donc très important aujourd'hui, il n'est cependant pas le tout de notre politique vers le Parti.

La politique, la lutte des classes, l'édification d'un nouveau parti, nous ne sommes pas de ceux qui simplement en parlent, nous le faisons, dans le mouvement réel, dans les usines, les quartiers, les foyers; nous ne sommes pas des parleurs de la lutte des classes, nous en sommes des combattants. Mais pour faire de la bonne politique, il faut aussi bien expliquer ce que l'on pense et pourquoi on le pense. Il faut discuter ensemble, non pas pour le plaisir de discuter, mais pour bien s'entendre, pour être plus forts et plus nombreux dans la lutte, dans le mouvement.

Et c'est comme cela que nous souhaitons que soit la réunion d'aujourd'hui. Nous allons vous dire comment nous voyons la situation et ce que nous proposons, et puis si vous le voulez nous en discuterons et ce que nous espérons, c'est que ceux d'entre vous qui seront d'accord avec nous viennent travailler avec nous, qu'on s'engage dans les batailles ensemble, que vous veniez dans notre organisation, parce que c'est comme cela que la lutte des classes sera plus forte et qu'on pourra mieux mener les batailles. Aujourd'hui nous allons surtout parler de la lutte des foyers, de la bataille contre les lois racistes, des leçons qu'on peut en tirer et comment appliquer ces leçons pour poursuivre ces batailles, mais aussi se battre contre les licenciements et les fermetures d'usines.

- III -

## LES VRAIES BATAILLES POLITIQUES NE TOMBENT PAS DU CIEL : IL FAUT UNE ORGANISATION

Pour qu'il y ait des batailles contre la bourgeoisie et l'État, pour qu'il y ait une force ouvrière et de masse (lutte des foyers, Comité de Coordination, Garges...) il faut qu'il y ait une organisation, une politique, des mots d'ordre.

- L'organisation sert à définir une politique, analyser, expliquer partout l'importance de telle ou telle bataille politique dans une situation d'ensemble et réfléchir les moyens de développer cette politique face aux attaques des bourgeois.

- La politique définit les mots d'ordre autour desquels peuvent s'engager ces batailles ; les différentes étapes de ces combats politiques.

- Les mots d'ordre, c'est ce qui permet d'entraîner, d'unir les gens, de les organiser en force de combat, de manifestation, de désigner clairement qui sont les ennemis.

Ainsi dans la bataille actuelle par exemple, il existe les mots d'ordre : « Français-Immigrés, égalité des droits ; une seule classe ouvrière ! » ; les ennemis sont désignés : les bourgeois de l'État avec leurs lois racistes, la Sonacotra, mais aussi le PCF, avec son statut spécial et sa politique raciste dans les municipalités qui attaque les mots d'ordre avec sa propagande chauvine ; la force du mouvement de masse, résidents en tête des foyers, vient de la plateforme du Comité de Coordination qui s'inscrit dans ces mots d'ordre, repris d'ailleurs par le Comité de Coordination dans toutes les manifestations de soutien à leur juste grève.

Mais d'où vient-elle cette politique ? Comment et par qui sont formulés les mots d'ordre ? Et qu'est-ce qui se passe avant que les mots d'ordre ne deviennent des mots d'ordre de masse : sur l'égalité des droits, par exemple, en 1975 nous étions quelques centaines à le dire ; aujourd'hui plusieurs dizaines de milliers de gens le reprennent. Ce que nous allons montrer, parce que c'est comme ça que les choses se sont passées, et que c'est une grande leçon, c'est que c'est le travail des maoïstes organisés qui à chaque étape du mouvement a clarifié les mots d'ordre, les a formulés et a appelé, de longues années durant, les masses à s'y rallier.

- IV -

## D'UNE POLITIQUE D'AVANT GARDE A UNE POLITIQUE DE MASSE POUR L'UNITÉ FRANÇAIS-IMMIGRÉS

### 1. L'histoire rapide de notre travail sur ce front tout d'abord :

Après les mobilisations contre les circulaires Fontanet - Marcellin en 71-72, l'UCFML a constitué comme décisive la bataille pour l'égalité des droits. Dès l'époque, nous commençons à affirmer que l'unité de la classe ouvrière et du peuple passait par cette égalité des droits, égalité complète, y compris politiques.

De même les grandes luttes des ouvriers immigrés des années 70 ont montré que la classe ouvrière est internationale. La bataille pour l'égalité complète des droits, pour que les immigrés aient le droit de faire de la politique, devenait complètement liée à la question de l'unité de la classe ouvrière. Nous formulons alors le mot d'ordre du « Prolétariat International de France, force dirigeante de la politique de classe ».

En 75, l'organisation a contribué à la création du Comité de Coordination et à sa plateforme. Pas seulement en soutenant concrètement les camarades des foyers, mais surtout par un travail pour le droit à la politique, à l'organisation des ouvriers immigrés, contre les racistes et les syndicalistes ; ce qui ouvrait la voie à la confiance des camarades immigrés dans la politique, puis à la création de leur propre or-



La marche du 1er Juillet 79.

ganisation dirigeante, le Comité de Coordination. Par la suite, nous avons soutenu toutes les grandes manifestations jusqu'à la mobilisation contre les expulsions. La première manifestation se tient en novembre 75 contre l'expulsion politique de Béchir Arfaoui. En septembre 77, dès l'apparition des décrets Stoléru, nous nous engageons pour casser ces décrets scélérats. Cela se traduisait par notre présence active dans la manifestation du 17 Novembre 77, où le Comité de Coordination jouait également un rôle politique essentiel. Cette nouvelle étape de l'attaque de l'État raciste nécessitait une forme d'organisation la plus large possible, regroupant toutes les forces contre la politique raciste de l'État. Nous impulsions alors la création des Permanences-Anti-Expulsions qui, depuis, se sont de plus en plus affirmées comme une force réelle contre toutes les attaques, brimades et contrôles racistes, comme le montre leur meeting du 12 Mai 79.

Dès l'automne 78, nous engageons une mobilisation contre les lois Stoléru-Bonnet. Pétitions, campagnes d'explication devaient aboutir par étapes à la manifestation du 16 Juin à Barbès, appelée par nous et d'autres organisations regroupées dans un front de mobilisation ( PAE, CPROPV, OCFML, UEG, UNEECI ), qui, avec 2500 personnes déterminées, fut la plus forte manifestation contre les lois jusqu'à aujourd'hui.

Enfin, dès l'attaque des flics contre le foyer de Garges, nous participions au soutien concret à la résistance sur le terrain. Nous organisons dès les 23 et 24 Juin deux manifestations de soutien dans les cités alentour. Avec d'autres organisations, nous lançons le 1er Juillet la marche de Saint-Denis à Garges de plus de 1000 personnes.

### 2. Politique d'avant-garde, ce fut, c'est aussi l'importance du mot d'ordre de « Prolétariat International de France » : l'unité Français-Immigrés, c'est aussi un mot d'ordre de classe. Créer une avant-garde ouvrière en France passe par la constitution de ce Prolétariat International de France. C'est l'idée qu'avant d'être immigré ou français, on est ouvrier, c'est-à-dire d'une force de classe qui, si elle s'organise en Parti, est capable de s'opposer à la bourgeoisie, puis de la combattre et enfin de diriger le combat pour l'abattre.

Travailler à la réalité du Prolétariat International de France, c'est aider la classe ouvrière de France à se former en tant que force politique.

Cela est confirmé par la grève des foyers, la lutte contre les lois, mais aussi les luttes d'usines : Renault 73, Chausson, Flins ... et même peu à peu aujourd'hui, grâce à notre travail, à Longwy et ailleurs.

Cela, nous l'appelons travail d'avant-garde, faire de la politique. Quand on fait ce travail on prépare à la révolte. Mais pas seulement. On travaille à ce que la révolte devienne une force et surtout ne retombe pas ensuite. Il prépare cette force, parce qu'il en donne le cadre de pensée, la force

par la confiance dans les mots d'ordre et la justesse du combat. C'est ce qui permet quand la révolte éclate, comme la grève des foyers, qu'elle ait ses propres mots d'ordre, une plateforme, son principe et sa réalité d'indépendance des partis politiques et des syndicats.

3. Car, et ceci est également un point essentiel de notre travail d'avant-garde et de maoïstes, la politique dont nous parlons, c'est celle qui travaille à ce que nous appelons l'autonomie du mouvement de masse : l'autonomie, ce sont les masses qui prennent en mains leurs propres mots d'ordre, désignent leur propre direction interne, édifient une plateforme discutée par tous. C'est-à-dire tout ce qui constitue leur propre force, leur permet d'être partie prenante et de contrôler leur bataille eux-mêmes.

Le parti que nous voulons c'est celui-ci, non pas nous qui allons décider de tout, mais nous qui allons travailler dans les masses et avec elles pour qu'elles prennent en mains leurs propres intérêts de classe et leur propre lutte. Nous avons confiance dans les masses mais notre confiance ne signifie pas : ne faisons rien en espérant la grande révolte qui triomphera on ne sait comment. Nous avons confiance nous, dans les capacités politiques des masses, ce qui veut dire que nous faisons de façon sérieuse, obstinée, des années durant, un travail d'explication, d'organisation, d'engagement dans des batailles ; ce travail c'est l'école des masses pour la politique, c'est là où elles voient ce qu'est la vraie politique de classe, c'est là où elles apprennent, c'est là où elles prennent confiance, et quand ce travail a été bien fait, alors, la révolte des gens peut se transformer en une grande bataille politique et résister et remporter des victoires comme la grève des foyers, peut montrer qu'on peut s'opposer à l'État comme la manifestation du 16 Juin à Barbès ; elle peut montrer qu'une fraction du peuple est enthousiasmée par la résistance et le fait de tenir bon face aux CRS comme l'a montré la marche du 1er Juillet à Garges.

4. C'est ça notre politique. Pour la décider, nous partons de quoi ? En un mot, comment faire cette politique ?

Nous ne partons pas d'idées toutes faites, nous partons de la vie et de la lutte du peuple. L'égalité des droits, c'est à partir des grèves de la faim de 1973, et aussi des luttes d'usines de 73 que nous l'avons développée. Face à ces luttes, nous n'avons pas simplement dit : « ces luttes sont bien, vive ces luttes, il faut faire partout pareil ». D'un côté, nous les avons complètement soutenues et de l'autre, nous avons réfléchi, nous avons vu que quand les camarades disaient : nos droits, nos papiers, quand aussi ils disaient : « Immigrés-Français, une seule classe d'OS, P1F pour tous ! » cela signifiait que face à eux, il y avait l'impérialisme, dont la politique est : pour avoir des droits, il faut avoir la carte d'identité française, qui disait aussi : les ouvriers français, c'est une chose, les ouvriers immigrés, c'en est une autre, c'est est pas la même classe.

Alors, nous avons dit : cela c'est le point de vue de l'impérialisme, le nôtre, c'est quoi ? C'est : « qui travaille a des droits », cela doit être notre principe. Et puis, ouvriers-immigrés-ouvriers français, c'est la même classe ouvrière, il n'y en a qu'une, il faut travailler à son unité, c'est ça le chemin de la lutte des classes, c'est ça le chemin de la révolution. Et c'est comme ça que nous avons dit : « Unité du Proletariat International, français-immigrés une seule classe ouvrière ». Et c'est parce que nous avions compris cela que, dès 1974, nous avons soutenu les premières grèves des loyers, et qu'en 75 nous avons travaillé pour soutenir l'apparition et le renforcement du Comité de Coordination. Si nous n'avions pas eu cette politique, nous aurions été incapables de soutenir la création du Comité de Coordination, incapables de faire propagande pour elle, avec de bons arguments, incapables d'attaquer le PCF et la CGT qui cherchaient déjà à briser le mouvement et le Comité de Coordination.

Bien sûr, si on n'avait pas eu cette politique on aurait dit : « la grève des foyers c'est bien », mais sans force, et sans possibilité pour qu'elle devienne une grande force.

Camarades, pour à la fois apprendre de la lutte des masses, et pour y apprendre la politique, il faut être organisés, il faut savoir ce que l'on veut ; ce n'est pas en se promenant et en rencontrant une lutte, même si on dit : elle est formidable, qu'on peut en dégager les leçons, qu'on peut arriver à y lire les axes pour la lutte des classes. Pour faire ça, être organisés, il faut s'y préparer, il faut apprendre à le faire, il faut connaître la politique et il faut avoir confiance dans les capacités politiques du peuple. Comme disait le camarade Mao tsé-Toung, « pour avancer et pour vaincre, il faut avoir confiance dans les masses, il faut avoir confiance dans le parti ». C'est comme cela qu'on fait de la politique, c'est comme ça qu'on travaille pour que les ouvriers et le peuple deviennent une grande force politique.

Une fois qu'on a eu le mot d'ordre de l'unité du Proletariat International de France, on l'a mis à l'épreuve dans le travail de masse, dans les luttes pour véritablement voir si c'était un mot d'ordre juste ou pas, car pour nous en fin de compte ce qui garantit qu'un mot d'ordre, qu'une ligne politiques soient justes, c'est que pas à pas ils deviennent une force dans les masses ; et puis c'est dans ce travail qu'on a vu que le mot d'ordre de combat de la ligne de l'unité du prolétariat international de France, c'était l'égalité des droits.

Il a fallu 6 ans pour que ces mots d'ordre deviennent une force de masse, c'est important de le dire, parce que certains sont impatients, ils voudraient tout changer tout de suite ou encore ils nous disent : « ce que vous dites, c'est bien mais on est trop peu, alors ça ne marchera pas ». Là aussi, pour faire du bon travail, pour tenir la distance, il faut être organisés, parce que la force ne naît pas du jour au lendemain, parce qu'avant d'être nombreux il y a toujours un moment où on n'est pas beaucoup et où on est isolés ; et c'est dans ces moments là qu'il est important de tenir bon, de ne pas abandonner, de ne pas faire de compromis, de ne pas renoncer à la politique ; et pour ça, il faut l'organisation, il faut la volonté de construire le parti, il faut les camarades avec qui discuter, c'est ce qui fait notre force. Et puis, c'est vrai que pour s'engager dans la lutte des classes, pour construire le parti, il faut être déterminés, à la fois aller de l'avant, ne pas perdre de temps et en même temps faire du bon travail, méthodique et sérieux ; les impatients, ceux qui disent « tout, tout de suite », et puis ceux qui disent : « on est trop peu », en fin de compte n'ont ni confiance en eux, ni confiance dans les masses. Finalement ils reprennent sans le savoir les idées de la bourgeoisie : la lutte de classes, le nouveau parti c'est pas possible. Et puis ces camarades quand ils disent ça font comme s'ils ne connaissaient pas la vie : où a-t-on vu quelque chose qui soit devenu fort qui n'ait pas commencé en étant petit et puis se soit développé ?

Voilà les points essentiels que nous voulons dire sur les leçons de Garges et de tout le combat pour l'Égalité des droits. Pour finir un dernier point : contre le syndicalisme :

Sur l'égalité des droits, nous avons tenu bon et l'histoire nous a donné raison ; sur le travail d'usine, vous savez que nous sommes contre les syndicats depuis toujours. Là nous sommes au cours du chemin, mais nous pensons que dans les années qui viennent, à grande échelle, notre politique sera celle des ouvriers révoltés. Pourquoi sommes-nous contre les syndicats ? Quatre points :

- Les syndicats sont contre les aspirations, les revendications ouvrières : augmentation hiérarchisée, rien contre l'intérim, arbitraire des classifications, boni et primes au rendement, défense de la hiérarchie ...

- S'ils font ça, c'est le résultat d'une politique, en dernière analyse, celle du PCF.

- Les syndicats sont un détachement de l'appareil d'État impérialiste dans la classe ouvrière.

- Notre politique à nous, c'est les noyaux et les CPAC non pas alternative terme à terme au syndicalisme (force à force), mais politique d'édification du parti contre politique bourgeoise dans la classe ouvrière.

# UNE SORDIDE MACHINATION

**EXIGEONS LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DE BOUAZIZ, DÉLÉGUÉ DU FOYER A.F.R.P. DU PORT DE GENNEVILLIERS, MEMBRE DU COMITÉ DE COORDINATION DES FOYERS EN GREVE, EMPRISONNÉ SUR DÉNONCIATION CALOMNIEUSE A L'INITIATIVE DE LA C.G.T. ET DU GÉRANT-FLIC DU FOYER !**

Mohamed Bouaziz, le délégué du foyer A.F.R.P. du port de Gennevilliers en grève, celui aussi qui a - pour tous les habitants du quartier du port - été demander le prolongement de la ligne d'autobus jusqu'au quartier à Lanternier, maire P.C.F. de Gennevilliers (bus pas encore accordé à l'heure actuelle), Mohamed Bouaziz est en prison, à Fleury-Mérogis. Pourquoi ?

Justement parce qu'il est délégué de la grève, un délégué combattif et dévoué aux résidents comme aux habitants du quartier. Bouaziz est membre du Comité de Coordination des foyers Sonacotra, A.D.E.F., A.F.R.P... Comme les résidents de tous les autres foyers en grève, ceux du Port luttent pour la baisse du loyer, la liberté de visite, le départ des gérants racistes et leur remplacement par des concierges, le droit de se réunir, le statut de locataire.

La grève a résisté à l'attaque brutale de l'État cet été: deux descentes de police qui se soldent par 30 expulsions du foyer.

Elle a résisté aussi à l'attaque de la CGT. Un petit groupe de résidents (appartenant à la CGT et à l'Union Générale des Travailleurs Sénégalais - UGTS) s'est proclamé tout seul, juste après les expulsions, le nouveau «comité des résidents» et a négocié avec l'A.F.R.P. la capitulation, l'arrêt de la grève, sous l'égide de l'Union locale CGT, à la Bourse du Travail de Gennevilliers. Mais les résidents n'ont pas reconnu ce «nouveau comité» et n'ont pas arrêté la grève.

Alors, le gérant, homme de main de l'A.F.R.P., grand familier du commissariat, et la CGT se sont donnés la main pour employer une nouvelle méthode pour faire plier les résidents: la dénonciation crapuleuse et l'emprisonnement de Bouaziz ...

L'idée vient de Stoléru, le ministre. Alors qu'il était opposé, lors de l'émission de télévision «mosaïques», à un représentant du Comité de Coordination et qu'il ne savait plus que répondre à la juste demande du Comité de Coordination d'ouvrir avec lui une négociation globale sur sa plate-forme, Stoléru bougonne: «Comité de Coordination... vous ne devriez pas en parler, de ce Comité ! Quand on sait que vous extorquez des fonds aux résidents...». Stoléru voulait sans doute exprimer sa jalousie de voir les résidents des foyers déposer leurs loyers ailleurs que chez lui, et se cotiser pour faire grève contre lui !

Stoléru a trouvé la CGT pour le servir. Deux résidents du foyer du Port se réclamant du «nouveau comité», après de nombreuses discussions avec le gérant et des permanents CGT de la ville, et après avoir volé les papiers des comptes ainsi que des papiers personnels de Bouaziz, ont porté plainte contre lui pour «détournement de fonds et abus de confiance». Le «nouveau comité» a aussi fait signer à 60 résidents un papier blanc pour pouvoir dire ensuite qu'ils avaient une plainte collective contre Bouaziz. L'A.F.R.P. et l'État ont été trop contents de l'aubaine. Et voilà comment Bouaziz s'est retrouvé en prison. Depuis, le «nouveau comité» CGT a recommencé à négocier avec l'A.F.R.P. (toujours sous l'égide des permanents CGT), et déclaré que pour que Bouaziz sorte de prison, il fallait arrêter la grève.

**CAMARADES IMMIGRÉS ET FRANÇAIS, CAMARADES DES FOYERS :**

- Si certains n'avaient pas encore compris pourquoi les foyers sont en grève, quelle liberté ils réclament, qu'est-ce que les gérants, et bien on le voit. Vous avez sous les yeux l'exemple du gérant du foyer du Port, qui est tout



Manifestation de soutien à Bouaziz, le samedi 13 Octobre à Gennevilliers.

simplement un flic, chargé de faire baisser la tête aux résidents par tous les moyens. Plus que jamais, il faut faire connaître la plate-forme du Comité de Coordination, en particulier la revendication du départ des gérants racistes et provocateurs et leur remplacement par des concierges; il faut exiger une négociation globale avec le Comité de Coordination sur cette plate-forme, soutenir de toutes vos forces la grève des foyers. Il y va de la liberté ou de l'écrasement fasciste de tous les ouvriers résidant dans les foyers.

- Si certains ne croyaient pas vraiment que la CGT et le PCF sont des ennemis féroces de la grève, acharnés contre les ouvriers des foyers et le Comité de Coordination, et bien vous voyez aujourd'hui: ils n'hésitent pas à employer des méthodes de gangsters: dénonciation, emprisonnement d'un délégué, pour faire plier les résidents et casser la grève. C'est une leçon pour tous ceux qui disaient: quand même, on est tous pareils, on est tous des ouvriers... Vous voyez que c'est faux. La CGT et ses amis dans les foyers marchent avec les gérants racistes, contre les ouvriers. Il ne faut pas en avoir peur: ces gens ne sont pas nombreux dans les foyers, ils cherchent à réussir leur manoeuvre en trompant les résidents. Il faut tenir ferme contre les négociations de la CGT, contre ses menaces, et son chantage, et ainsi renforcer l'unité pour la victoire de la grève.

Ce n'est pas le moment de baisser la tête. Si on baisse la tête, vous voyez quel sera le résultat dans les foyers: la dictature fasciste du gérant aidé de la CGT; des gens qui sont prêts à tout. Ils n'ont pas réussi à écraser la grève jusqu'à maintenant, malgré toutes leurs tentatives. Ils viennent de lancer leur attaque la plus honteuse, en mettant Bouaziz en prison.

Il faut absolument se mobiliser pour faire échouer cette attaque, pour faire libérer Bouaziz, emprisonné comme un otage, et mettre la victoire du côté des résidents et du peuple.

**LIBÉRATION IMMÉDIATE DE BOUAZIZ !  
VIVE LA GREVE DES FOYERS SONACOTRA, AFRP !  
VIVE LA PLATEFORME DU COMITÉ DE COORDINATION !  
LA POLICE, LES GÉRANTS RACISTES, HORS DES FOYERS !  
DÉJOUONS LES MANOEUVRES DE LA C.G.T. ASSOCIÉE AU GÉRANT-FLIC !  
LA LUTTE JUSQU'A LA VICTOIRE !**

Les maoïstes de l'U.C.F.M.L. (PARIS RÉGION NORD)

# CONTRE LES LOIS BONNET-STOLERU

## LA MANIFESTATION POPULAIRE DU 16 JUIN



La manifestation du 16 Juin 1979 à Barbès a été la plus forte démonstration, à ce jour, contre les lois Bonnet-Stoléro et pour le soutien à la lutte des foyers sur la plateforme du Comité de Coordination. Avec 2500 personnes, elle a surtout montré une vraie force d'unité français-immigrés. A la fois très déterminée (mots d'ordre, banderoles, interventions) et véritablement populaire, elle n'avait pas de précédent.

Appelée et préparée au début par l'U.C.F.M.L., elle a rallié d'autres groupes: l'O.C.F.M.L., les Permanences Anti-Expulsions (P.A.E.), les Comités Populaires Anti-Capitalistes (C.P.A.C.), l'Union Nationale des Étudiants et Élèves de Côte d'Ivoire (U.N.E.E.C.I.), l'Union des Étudiants Guyanais (U.E.G.), les Comités Portugal Rouge Ouvrier et Paysan Vaincre (C.P.R.O.P.V.).

Le Comité de Coordination des foyers en lutte, sans appeler à la manifestation (ce que nous regrettons), avait fait connaître son existence dans les foyers.

Toutes les organisations avaient été appelées aux réunions préparatoires. C'est donc en connaissance de cause qu'elles ont refusé. C'est le cas notamment du P.C.M.L. et du P.C.R.M.L.

Les mois écoulés ont montré depuis la justesse de notre orientation. Tous ceux qui mettaient leurs espoirs dans les syndicats, ou dans les fameuses sections syndicales «progressistes», en ont été pour leurs frais. La dernière-parade dérisoire des trois syndicats unis (CGT, CFDT, FEN) a révélé pour tous leur consentement profond aux lois racistes, leur totale démobilitation.

Le rassemblement du 29 Septembre à Garges, annoncé comme rassemblement «national», avec, normalement, des dizaines de sections et d'UL syndicales, avec l'appel direct, cette fois, du Comité de Coordination, est à notre avis sans avenir. Mots d'ordre et débats faibles, syndicalistes fantomatiques, mobilisation limitée des résidents des foyers. Par le nombre même, ce rassemblement ne dépassait nullement la manifestation du 16 Juin.

Il faut reprendre les choses dans la voie ouverte le 16 Juin: manifester avec tous ceux, sans exclusive d'aucune sorte, qui sont d'accord :

- pour mener contre les lois Bonnet-Stoléro un combat acharné et prolongé (Cf nos propositions dans la Charte).
- pour soutenir la résistance des foyers sur la plateforme du Comité de Coordination.

# PROPOSITIONS POUR UNE CHARTRE DES DROITS DES IMMIGRES, POUR LA BATAILLE CONTRE LES LOIS BONNET-STOLÉRU

1

## UNE BATAILLE CRUCIALE

Il faut interdire le vote - et sinon, l'application - des lois racistes Bonnet-Stoléru, ou de toute autre loi de la même farine (en particulier les funestes contre-projets du PCF et du PS).

En essayant de faire passer ces lois; en attaquant avec férocité (expulsions, descentes de police, saisies du salaire...) la grève des foyers, qui dure depuis 4 ans, le gouvernement Giscard-Barre veut briser ce qui existe d'unité de classe français-immigrés. Il veut diviser profondément le peuple. Il veut interdire toute vraie politique de la révolte.

Aujourd'hui, toutes les organisations politiques prennent position dans cette bataille.

Il y a les racistes-fascistes, qui font les attentats et incendies criminels, et que la police retrouve rarement.

Il y a les réactionnaires du gouvernement, leurs juges et leurs flics, qui expulsent, raflent, contrôlent, saisissent les salaires.

Il y a le PS, qui fait des phrases, mais qui a dans sa poche un projet de loi avec des contrôles encore plus étendus que dans celui du gouvernement (il prévoit des contrôles jusque dans les lieux de travail).

Il y a le PCF, qui veut tout simplement interdire une fois pour toute l'immigration, et qui essaie de chasser les immigrés des villes où il tient la mairie.

Il y a les syndicats, qui ne font absolument rien, et qui condamnent le Comité de Coordination, dirigeant de la lutte des foyers. Or, chacun le voit, la lutte des foyers et le Comité de Coordination forment la colonne vertébrale de la résistance des immigrés. Le gouvernement ne peut appliquer les lois Bonnet-Stoléru que s'il brise d'abord le Comité de Coordination. En dénonçant et en calomniant le Comité de Coordination, Maire et Séguy soutiennent le plus dégoûtant chauvinisme.

Les maoïstes, les anti-racistes véritables, les démocrates de notre temps, soutiennent le Comité de Coordination, sa plate-forme, la lutte des foyers, depuis 5 ans: depuis les premières grèves, aux Grésillons, à Romain Rolland (74-75) jusqu'à la résistance de Garges et d'ailleurs (été-automne 79). Ils ont organisé la manifestation du 16 Juin 1979, seule manifestation - ces derniers mois - d'unité français-immigrés contre les lois Bonnet-Stoléru, et pour le soutien à la plate-forme du Comité de Coordination.

Quand toutes les forces politiques s'engagent, ont un point de vue et une ligne, c'est le signe qu'une bataille de classe de portée considérable est en cours.

2

## DIRE EN TOUTE CLARTÉ CE QU'ON VEUT

Beaucoup de gens crient aujourd'hui: «A bas les lois Bonnet-Stoléru», même des gens de l'UDF ou du RPR. C'est la nuit où toutes les vaches sont noires.

Pour savoir qui veut vraiment briser l'attaque raciste et anti-populaire du gouvernement, il faut d'autres critères. Il faut que chacun dise ce qu'il veut, et non pas seulement ce qu'il ne veut pas.

Il faut agir contre les lois dans la réalité, et pas seulement en criant «A bas Bonnet, à bas Stoléru». Il faut rompre toutes les attaches avec les projets du PS et du PCF, qui sont tout aussi chauvins que ceux de Giscard-Barre.

Notre position de maoïstes, sur le fond, est la suivante: le prolétariat de France est aujourd'hui composé d'ouvriers de très nombreuses nationalités. Le caractère international de ce prolétariat est une richesse et une force, penser le contraire est purement bourgeois. Nous combattons pour une égalité absolue des droits entre immigrés et français, droit de vote compris. Le parti prolétarien que nous construisons dans la lutte de classe se propose d'unifier contre l'État impérialiste français, et dans une unique politique révolutionnaire du peuple, toutes les nationalités de la classe et du peuple.

En outre, communistes, nous sommes contre l'État-Nation des impérialistes. Notre règle, c'est l'internationalisme. Nous soutenons la libération nationale des peuples du Tiers-monde, nous combattons sans merci le chauvinisme des États oppresseurs comme la France. Au double titre de membres des peuples révoltés du Tiers-monde, et de prolétaires d'ici, les ouvriers immigrés sont nos frères de combat, ils sont de notre politique, ils participent pleinement à l'édification du Parti.

Dans ce cadre, nous menons une lutte acharnée contre chaque expulsion, et contre le principe même de l'expulsion.

Aujourd'hui, il s'agit de briser une contre-attaque précise des États impérialistes en crise. Cette contre-attaque veut faire des immigrés un volant de main d'oeuvre entièrement asservie, expulsable, sans sécurité aucune, et encadrée par toutes les polices.

Contre cela, il s'agit de faire notre plate-forme de mobilisation pour casser les lois Bonnet-Stoléru.

Pour atteindre ce but, il convient de partir de la situation réelle des ouvriers immigrés, et aussi des étudiants étrangers.

S'il y a une lutte anti-raciste à mener, c'est qu'il y a du racisme. S'il y a une lutte pour l'égalité des droits, c'est qu'il y a une inégalité des droits. S'il y a les lois Bonnet-Stoléru, c'est pour donner force de loi à une attaque quotidienne contre l'unité français-immigrés.

## HUIT MOTS D'ORDRE POUR LA MOBILISATION

### -1 Renouveau sans condition des cartes de séjour et des cartes de travail !

Les persécutions de l'État pour le renouvellement des cartes sont incessantes. Bonnet-Stoléro veut encore les aggraver. Nous disons: le renouvellement des cartes doit être une simple formalité administrative, comme par exemple le renouvellement des cartes d'identité pour les français. Il est obligatoire pour l'administration de la renouveler.

### -2) Régularisation sans condition de tous les sans-papiers !

La situation des sans-papiers rappelle les pires moments de l'avant-guerre, avec les réfugiés des pays fascistes. Bonnet-Stoléro veut jeter les sans-papiers dans des camps spéciaux. Nous disons: les sans-papiers doivent recevoir immédiatement et sans condition un titre de séjour et une carte de travail.

### -3) Aucune expulsions:

L'expulsion est une punition spéciale destinée aux étrangers, et particulièrement aux patriotes, aux progressistes et aux révolutionnaires étrangers. C'est ignoble. Chaque étranger sur le territoire national doit relever des lois au même titre, ni plus, ni moins, que les français. Il ne doit quitter la France que de son plein gré.

### -4) Droit absolu à l'immigration familiale !

Une loi qui prétend disloquer de force les familles d'ouvriers est une loi digne de l'Afrique du Sud. Dès lors qu'un étranger vit en France, son conjoint et ses enfants doivent pouvoir l'y rejoindre sans condition, et travailler en France librement.

### -5) Libre choix de la nationalité pour les jeunes immigrés vivant en France !

Les pressions de ces derniers mois pour forcer les jeunes à devenir français ou à partir sont intolérables (et illégales). Il faut les interdire.

Il faut faire abroger la loi de 1973 qui spécifie que les jeunes Algériens nés en France après 1963 sont français de naissance, bafouant la guerre d'indépendance de l'Algérie et les accords d'Évian.

### -6) Liberté absolue pour les mariages mixtes !

La ridicule autorisation préfectorale pour les mariages entre français (es) et étranger(e)s - renforcée par des circulaires récentes - doit être supprimée.

## 7. Liberté complète d'association et d'organisation !

Le gouvernement, ces dernières années, a dissout plusieurs organisations de camarades étrangers. Il multiplie les surveillances policières et les menaces. C'est insupportable. Le droit des étrangers à s'associer, à s'organiser, comme ils l'entendent, soit par nationalité, soit autrement, le droit à participer à la lutte des classes et à la politique doit être absolu. Les lois et décrets réactionnaires interdisant ou limitant ce droit doivent être abrogés.

-8) Pour les étudiants: Non aux contrôles discriminatoires fondés sur l'argent et les enquêtes de police !

La triste «circulaire Bonnet» veut installer un double quadrillage policier des étudiants : par leurs gouvernements - souvent des fantoches de l'impérialisme français - et par le gouvernement français. Cette circulaire doit être supprimée.

La bataille prolongée, générale et cas par cas, sur ces 8 points, est à notre avis le terrain de mobilisation populaire large et efficace pour briser les lois Bonnet-Stoléro.

## 4

## L'ACTION POUR L'UNITÉ FRANÇAIS-IMMIGRÉS

1- Soutien total à la lutte des foyers et à la plate-forme du Comité de Coordination jusqu'à la victoire. Il n'y a pas de semaine actuellement sans descente de police, expulsions, fermetures de foyers. Les saisies de salaires sont exorbitantes. Il faut se regrouper, venir en masse contre les descentes de police, soutenir par tous les moyens la résistance des foyers. C'est la grande circonstance démocratique du moment, celle dont l'issue nous engage tous. Il faut répondre aux appels du Comité de Coordination, des Comités de Résidents, du soutien, des maoïstes: le regroupement, la présence de masse (en particulier des français) sont efficaces pour bloquer l'assaut du gouvernement. C'est la forme pratique immédiate de l'unité français-immigrés.

2- Il faut faire cesser les rafles et contrôles de police dirigés contre les immigrés dans les rues, les foyers, les métros, etc... Le racisme de la police est la forme quotidienne du racisme d'État. Il faut le combattre quotidiennement.

Il faut, de façon persévérante, constituer une force français-immigrés pour bloquer et interdire les contrôles, les rafles, les vexations et humiliations policières de toutes sortes.

3- Les meurtres et tortures racistes, les incendies criminels de foyers et d'hôtels, sont les formes principales du fascisme civil aujourd'hui. Riposter dans tous les cas sans exception est un devoir absolu. Il faut se regrouper, faire un rassemblement populaire, organiser la vigilance, faire de cette question un enjeu pratique majeur de la lutte anti-fasciste.

## 5

## APPEL

Nous appelons tous ceux qui disent combattre les lois Bonnet-Stoléro à se prononcer en toute clarté sur cette charte (les 8 points pour les droits, les 3 points de mobilisation), dans les actes comme dans les paroles.

Nous appelons tous ceux qui sont d'accord avec cette charte à répondre à tous les appels, nationaux ou locaux, qui s'en réclament: pour la lutte pratique contre les lois Bonnet-Stoléro, pour le soutien jusqu'à la victoire à la lutte des foyers sur la plate-forme du Comité de Coordination, pour la riposte coup par coup aux activités racistes, chauvines, anti-ouvrières et anti-populaires de l'État, de ses complices, ouverts ou masqués, et des bandes fascistes.

Les maoïstes du groupe pour la fondation de l'Union des Communistes  
de France Marxist-Léninistes (UCFML)

# A PROPOS DU RASSEMBLEMENT DU 29 SEPTEMBRE A GARGES

Le rassemblement du 29 Septembre à Garges, à l'appel du Comité de Coordination, d'associations immigrées et de sections syndicales, a été à notre avis sans vigueur et sans avenir. On n'a pas vu là une force unie français-immigrés contre les lois Bonnet-Stoléro, sur des mots d'ordre clairs et offensifs, comme on l'avait vu le 16 Juin à Barbès.

La méthode n'est pas bonne. A notre avis, l'exclusive lancée contre les organisations politiques, spécialement les maoïstes, au profit de sections syndicales largement fantômes ne peut que diviser et démobiliser.

Il faut suivre la voie d'un appel sans exclusive, autour d'un engagement prolongé, et dans les faits, contre les lois scélérates, pour le droit des immigrés.

C'est ce que nous proposons (Cf notre Charte), sans exclusive aucune en ce qui nous concerne.

Le 29, nous avons déjà donné ce point de vue en diffusant le tract ci-dessous.

Contre les lois racistes de Bonnet et Stoléro, il est nécessaire de se rassembler. Nous l'avons dit et fait dès leur annonce, en organisant avec d'autres la manifestation unitaire du 16 Juin, regroupant 3000 personnes.

Les projets de lois de Bonnet et Stoléro marquent un tournant en France. Ces lois permettent en effet:

-1) De faire de tout étranger un sans-papiers. Les modifications qui lui ont été apportées en Juin en renforcent encore l'arbitraire: il est indiqué que le préfet pourra, sans même fournir d'explication (les prétextes précédents étant le chômage, la maladie, un logement insalubre, le «trouble à l'ordre public», etc...) ne pas renouveler les papiers d'un étranger... si le quota d'étrangers prévu pour son département est déjà atteint !

-2) D'emprisonner tout étranger sans papiers pour une durée indéterminée sans procédure judiciaire.

Ces lois font de l'insécurité absolue la règle pour les étrangers en France. Elles légalisent, si on peut dire, les exactions et l'arbitraire à tous les niveaux.

Elles légitiment aussi dans les faits les pratiques racistes, de l'insulte à l'attentat, et sont d'ailleurs accompagnées d'une accentuation du racisme officiel, administratif: ainsi par exemple, les refus d'autorisation préfectorale pour épouser un(e) étranger(e) se multiplient.

Comment développer le mouvement contre ces lois ? Comment mener la bataille contre ces lois jusqu'à la victoire ? Il faut, à notre avis, s'unifier et prendre position sur deux points :

## I) POUR QUELS DROITS DES IMMIGRÉS ON SE BAT ?

Le PS présente un projet de loi qui maintient les procédures d'expulsions et prévoit un contrôle encore plus étendu: il propose des contrôles de papiers sur les lieux de travail.

Le PCF quant à lui est déjà engagé dans la rivalité avec la droite classique pour prendre la tête du camp raciste en France. Il faut regarder cette réalité en face. En Juillet, les maires PCF de la région parisienne ont demandé et obtenu un rendez-vous chez Stoléro pour discuter de la meilleure répartition des immigrés entre les différentes communes. La semaine dernière, le maire PCF de Levallois, Parfait Jans, a organisé un référendum dans sa commune avec choix entre deux questions :

-1 J'exige que le terrain des ateliers de l'ancienne Sopac soit confié au Conseil Municipal aux fins d'y réaliser des activités non polluantes créatives d'emplois et des logements sociaux.

-2) Je me prononce en faveur de la poursuite du projet de la Sonacotra de construire un foyer de travailleurs immigrés à Levallois.

L'affiche qui s'étale sur tous les murs de la ville porte en gros caractères: «Non au foyer d'immigrés !». La voie raciste l'a emporté avec 98% de ceux qui ont voté; de plus le maire organise aujourd'hui même un rassemblement pour obliger le gouvernement à tenir compte de cette volonté «démocratique».

Tout en connaissant la politique raciste du PCF, et l'indifférence générale du PS, certains continuent de penser que ce sont ces partis qui finiront par organiser un grand mouvement contre ces lois, et se considèrent indéfiniment eux-mêmes comme un groupe de pression, pas vraiment responsables de ce qui a ou n'a pas lieu.

PS et PCF se déclarent, tout comme certains de l'UDF ou du RPR, opposés aux lois. Mais, en fait, ils ont pris position dans le camp ennemi.

Pour se mobiliser réellement, nous proposons 7 mots d'ordre, pour définir le camp de l'opposition réelle aux lois racistes :

- Renouvellement sans condition des cartes de séjour et des cartes de travail !
  - Régularisation sans condition de tous les sans-papiers!
  - Non à toute expulsion !
  - Droit absolu à l'immigration familiale !
  - Libre choix de la nationalité pour les jeunes immigrés vivant en France !
  - Liberté absolue pour les mariages mixtes !
  - Pour les étudiants: non aux contrôles discriminatoires fondés sur l'argent et les enquêtes de police !
- Ces points sont développés dans la Charte des droits des immigrés que nous proposons.

## II) IL NE S'AGIT PAS SEULEMENT D'UNE PROTESTATION A EMETTRE, MAIS D'UN COMBAT QUI ENGAGE LA VIE RÉELLE.

Et par conséquent, il ne faut pas seulement, pour gagner la bataille contre les lois, prévoir des rassemblements et des manifestations - ce qui est bien sûr absolument nécessaire: il faut aussi se mobiliser cas par cas pour développer l'unité entre français et immigrés, pour remporter des victoires pratiques contre le racisme de l'État et des fascistes.

Il y a, à notre sens, trois grands axes de mobilisation:

-a) **Soutien total à la lutte des foyers et à la plate-forme du Comité de Coordination jusqu'à la victoire.** La lutte des foyers qui dure depuis 5 ans, est jusqu'à aujourd'hui le pilier de la lutte pour l'égalité des droits et pour l'unité entre français et immigrés. Ce qui s'y joue, c'est la liberté ou l'encasernement fasciste d'une fraction importante des ouvriers. Ce n'est pas pour rien que la Sonacotra, comme le PCF et la CGT, ne veulent pas entendre parler de la plate-forme du Comité de Coordination, en particulier du départ des gérants racistes et des libertés. Il faut plus que jamais répondre aux appels du Comité de Coordination pour la victoire de la lutte des foyers, faire connaître sa plate-forme et dénoncer les négociations foyer par foyer du PCF et de la CGT, se mobiliser contre les expulsions de foyers, lutter contre les saisies-arrêts sur salaire.

-b) Il faut, de façon persévérante, constituer une force français-immigrés pour bloquer et interdire les contrôles, les rafles et les humiliations policières de toutes sortes.

-c) Il faut riposter obligatoirement, dans tous les cas, aux attentats racistes, meurtres, agressions, incendies criminels, au minimum par un rassemblement sur place.

Nous appelons tous ceux qui sont d'accord sur ces points - les 7 points de la plate-forme et les trois axes de mobilisation - à former ensemble un collectif qui tiendra une permanence hebdomadaire et organisera l'ensemble des

mobilisations contre les lois et pour le droit des immigrés.

Le rassemblement d'aujourd'hui se doit de dire clairement quelle est sa plate-forme de bataille contre les lois et dépasser la simple protestation anti-répressive: en particulier prendra-t-il position clairement sur la régularisation des sans-papiers, sur la volonté de s'opposer de façon décidée à chaque cas d'expulsion, en se mobilisant sur le terrain de façon la plus large, français et immigrés, tout en se battant pour l'abolition définitive des procédures d'expulsion.

C'est à notre avis à cette condition qu'il s'engagera dans la voie effective de l'unité français-immigrés. Sinon, ce ne sera qu'une protestation qui, à défaut d'avoir son plan de bataille, ne pourra servir à terme que de force d'appoint aux politiques anti-immigrés du PCF et du PS.

**Non aux lois racistes de Bonnet-Stoléro ! Non aux projets P.C.F.-P.S. !**

**Vive l'unité français-immigrés pour une charte des droits des immigrés !**

**Vive la plate-forme du Comité de Coordination des foyers en grève !**

**Soutien total jusqu'à la victoire !**

**Français-immigrés, une seule classe ouvrière, en paroles et en actes !**

## **LUTTE D'USINE ET NOYAUX COMMUNISTES**

### **LONGWY: l'heure des bilans**

#### **LONGWY APRES L'ÉTÉ**

Calme plat dans les usines sidérurgiques d'Usinor et de Rehon, la défaite est là, sévère.

Les hauts fourneaux centenaires de la Chiers se sont éteints définitivement début août. Cette usine qui comptait 1700 personnes est aujourd'hui fermée. Seuls subsistent le train à feuillard (280 p.) qui cessera son activité en 1980 et l'agglomération du minéral (140 p.). Les autres ouvriers ont été soit mutés, soit mis à la retraite ou sont partis avec la prime de 5 millions. Ceux-ci ont été si nombreux (300 contre les 90 programmés par le plan patronal du 6 avril) que la barre des pré-retraites a été maintenue à 55 ans au lieu de 50 ans pour les ouvriers (et non pour les cadres !).

A Usinor, le plan s'est également appliqué (1220 emplois supprimés par le plan du 6 avril) avec un contingent extrêmement important de départs à 5 millions (1000 soit un salarié sur 7 d'Usinor).

Au plan industriel, les choses se sont précisées et confirmées: la troisième usine du bassin de Longwy, celle de Rehon, a été achetée par Usinor à la société belge Cokerill. Dotée d'une aciérie moderne avec possibilité d'installer un troisième convertisseur, elle est destinée à constituer le pivot du nouvel ensemble industriel qui doit utiliser l'agglomération de la Chiers, des 3 hauts fourneaux d'Usinor ainsi que ses laminiers. La production des lingots étant désormais insuffisante, la nouvelle usine ainsi constituée en recevra de Neuves Maisons et de Dunkerque.

Formé de bric et de broc, cet ensemble n'est pas appelé à un très grand avenir. Maintenu pour l'heure de façon à assouplir la capacité de production française face aux

à-coups de la demande, il est à la merci de toute extension de Fos et de Dunkerque.

La liquidation de la sidérurgie n'est donc pas terminée à Longwy. Les menaces les plus immédiates pèsent maintenant sur les ouvriers de Rehon.

Les licenciements commencent également dans les industries sous-traitantes de la sidérurgie. En août, l'entreprise de travaux publics Bertoldi a été mise en liquidation judiciaire: 300 licenciements. D'autres licenciements sont annoncés dans de plus petites entreprises.

Peu de réactions autres que celles des ouvriers licenciés: occupation de Bertoldi, barrages des routes.

Les barouds d'honneur menés par la CFDT au mois d'août (tentative d'empêcher l'extinction des hauts fourneaux de la Chiers, emprunt de la coupe de France ...) ne peuvent masquer l'état actuel de démobilité et le sentiment de défaite dans les usines.

Qu'un mouvement qui a soulevé autant d'espoirs chez tous ceux qui cherchent les voies d'une lutte offensive contre les licenciements accouche de si peu de résultats donne à réfléchir.

Pour ceux là, faire comme si l'expérience de Longwy n'existait pas, est désormais impossible, qu'ils y aient pris une part directe ou qu'ils aient suivi l'évènement de plus loin.

#### **LONGWY, UN BILAN A TIRER**

Les licenciements sont, avec les lois anti-immigrés et l'attaque contre le mouvement Sonacotra, l'un des aspects majeurs de l'offensive anti-populaire de l'État giscardien.

Pour l'instant, cette offensive est restée sans riposte ouvrière et populaire significative.

Cette situation ne saurait se prolonger sans danger. D'abord, dans les usines, pour la classe ouvrière qui, impuissante, devrait accepter toutes les restructurations de capital et leur inévitable cortège : chômage, exil, surexploitation, contrats temporaires de travail, intérim...

Mais aussi pour les autres combats actuels à mener. Tout particulièrement le mouvement Sonacotra et la lutte contre les lois racistes ne sauraient rester isolés sans qu'une force de classe vienne se constituer dans les usines, contre la crise et le chômage.

Or actuellement la situation dans les usines, l'état de la classe ouvrière concentrent un nombre élevé de difficultés auxquelles les révolutionnaires doivent accorder une grande part de leur travail.

Est en jeu, pour les mois et les années à venir de la crise, non seulement les intérêts immédiats de nombreux ouvriers et de leur famille, mais aussi l'existence même de la classe ouvrière comme classe et force révolutionnaire dirigeante du combat populaire.

C'est dans cet esprit que l'UCFML est allée mener une longue enquête à Longwy, depuis février dernier. Nous avons minutieusement suivi cette expérience, discuté, intervenu.

Nous en livrons aujourd'hui le résultat dans une brochure : «Longwy ; illusions et réalité de la lutte de classe ouvrière »

## UNE BROCHURE DE L'UCFML SUR LONGWY

Quatre grandes questions y sont abordées :

**1. Le déroulement du mouvement et ses aspects qui ont retenu le plus l'intérêt.**

Cette partie analyse les étapes, reprend en détail les épisodes importants, avance quelques propositions sur la tactique. Nous analysons également de près les deux questions qui ont fait connaître Longwy : la mobilisation étendue à toute la ville, la violence.

**2. La tactique actuelle du PCF et la division des tâches PCF/CGT face au mouvement de masse.**

Longwy est une des premières expériences où le PCF redéploie sa politique dans les conditions nouvelles de feu l'Union de la Gauche. Longwy nous apprend sur la manière dont le PCF entend se comporter face à la colère de masse pour renforcer son appareil, diffuser son projet politique.

**3. Nos critiques de l'engagement syndicaliste des militants CFDT de Longwy.**

Combatifs et dynamiques, ces militants n'ont pu cependant inverser le cours des choses. De plus, la publicité donnée aux opérations coup de poing ne saurait faire oublier que le rôle central à Longwy a été tenu par le PCF et la CGT qui ont su reprendre l'initiative avec la marche sur Paris du 23 Mars.

Complètement bridés par la conception syndicaliste de la politique, ils n'ont pu assumer les tâches qui seraient revenues à une direction révolutionnaire du mouvement sachant jusqu'au bout maintenir son indépendance politique face à l'État (ils ont laissé la CFDT nationale négocier la capitulation) et face au PCF.

Engagement syndicaliste ou engagement révolutionnaire, voilà le choix incontournable que nous détaillons dans la brochure.

**4. Quelques tâches pour l'UCFML :**

Longwy est un excellent révélateur de l'état actuel de la classe ouvrière. État de division renforcé par le nouveau dispositif de l'État, expérimenté à Longwy et Denain, sur le chômage : primes de départ de 5 millions, mutations, pré-retraites...

Division et dispositif qu'il faut apprendre à combattre, non pas en lançant des mots d'ordre trop généraux et irréalistes mais en sachant définir l'objectif des batailles contre les licenciements, à la mesure des forces réelles, en réalisant autour de lui l'unité ouvrière dans l'usine et en s'engageant ensuite, sur cette base solide, dans un plan de mobilisation populaire. Définir l'objectif concret, prévoir les étapes successives, assumer la négociation jusqu'au bout, donner au mouvement les formes d'organisation de son autonomie, bref, être politique.

Être politique et non seulement combatif, telle est la question posée à ceux qui à Longwy ont croisé le fer avec Usinor et l'État sans que le succès soit venu.

Nous posons cette question : est-il possible à la classe ouvrière de mener la lutte des classes sans avoir sa propre pensée de la politique, sa propre conception du monde ? En un mot, lui est-il possible de ne pas être marxiste ? Nous nous inscrivons contre une longue tradition en France qui fait de la colère le seul guide de la révolte.

Colère et marxisme, mouvement politique de masse, voilà ce qui est la force véritable.

Nous lançons un appel pour que tous ceux qui veulent s'engager dans cette voie en comprennent aussi le moyen : édifier un parti révolutionnaire de type nouveau au cœur de la lutte des classes, des batailles politiques. C'est le travail de l'UCFML et des organisations de la politique maïoïste (noyaux ouvriers communistes et CPAC) depuis 10 ans.

Aujourd'hui plus que jamais, sur les usines, contre les licenciements, ce travail doit être renforcé.

## NOUVELLE PARUTION :

**«LONGWY 1979: Illusions et réalités de la lutte de classe ouvrière».**

Produit d'une longue enquête, cette brochure avance des points de vue, des conclusions sur le mouvement contre les licenciements à Longwy, et plus généralement sur ce qu'est aujourd'hui une politique de la classe ouvrière dans la crise.

Cette brochure est donc faite pour être commentée, discutée, soumise aussi à d'autres points de vue. Nous souhaitons qu'elle soit débattue. Pour ce faire, ou pour commander la brochure, contactez des militants ou écrivez-nous à l'adresse suivante :

«LE MARXISTE-LÉNINISTE» - BP 278 - 75 827 Paris Cedex 17.

Cette brochure est vendue au prix de 10 Francs par envoi postal.



# CONTRE LES SAISIES-ARRÊT SUR SALAIRE : un exemple

R. Une usine alimentaire dans la banlieue parisienne. Plusieurs centaines d'ouvriers et d'ouvrières ; la très grande majorité OS et immigrés, quelques OP français ; des conditions de travail très dures comme souvent dans l'alimentation ; une histoire de révoltes remontant à Mai 68 mais sans véritable continuité car le patron organise la rotation des nationalités : les OS français sont remplacés par des immigrés à partir des années 70 puis après un mouvement d'africains contre un licenciement, le patron substituera des arabes aux africains ; enfin il développe l'embauche de femmes immigrées d'autres nationalités que les hommes (Portugal, Espagne). Un syndicat CGT basé sur les quelques français, qui n'a pas de politique propre face au patron, se contente de relayer mollement les initiatives centrales de son syndicat et de servir de garde-fous au patron...

Nous apprenons par des résidents d'un foyer en grève que trois d'entre eux, travaillant à R., sont saisis sur salaire. D'autres résidents, travaillant dans d'autres usines, sont également saisis et nous décidons dans un premier temps s'intervenir simultanément sur plusieurs d'entre elles. Nous n'avions pas de liaison de masse particulière sur R., mais il s'avérera que par rapport à d'autres usines plus grandes, soumises à l'encadrement syndical, l'initiative ouvrière autour des maoïstes se constituera plus facilement.

Nous apprenons que sur R., le comité de soutien du foyer a déjà été distribuer un tract un matin pour y parler des saisies-arrêt mais s'est arrêté là, sans grand succès.

Nous intervenons plusieurs midi, aux portes, expliquant le pourquoi de la grève des résidents des foyers, informant les ouvriers de ces saisies.

Les ouvriers ne sont pas au courant : le patron pratique ces saisies discrètement. La CGT au courant répond à ceux qui lui demandent pourquoi elle ne fait rien qu'il s'agit «de gens qui ne veulent pas payer leur loyer». Le tract du comité de soutien distribué un seul matin, sans discussion, ne retient l'attention de personne. Les 3 ouvriers saisis ont bien essayé d'en parler autour d'eux mais ils se sont heurtés aux calomnies du syndicat, à l'impuissance indifférente de leurs proches. Expliquer les motifs de révolte des résidents est très important : les femmes et les français ne connaissent pas pour la plupart les conditions de vie dans les foyers et les assimilent à celles dans les HLM. L'idée qu'un gardien pourrait rentrer nuit et jour chez eux, les empêcher d'y recevoir leurs amis, le fait qu'une chambre revienne 5 ou 6 fois plus cher qu'un F4 au mètre carré, voilà qui les frappe. Après plusieurs interventions-débats le midi, nous appelons à une première réunion dans une salle de café proche le soir, pour discuter des initiatives à prendre. Une petite dizaine d'ouvriers s'y rend. Les ouvriers saisis, échaudés par leur première tentative spontanée, pensent qu'on ne peut rien faire. Certains proposent de pousser les délégués sur cette affaire, mais les réponses précédentes des syndicats à ceux qui leur en ont déjà parlé montrent bien qu'ils se tiennent du côté du patron, ce qui révolte beaucoup les ouvriers. D'autres ouvriers sentent que c'est difficile de «faire bouger» les ouvriers à R., car chacun marche dans son coin et qu'il n'y a pas d'unité, mais en même temps, ils sont tous révoltés par les conditions de vie imposées au foyer et par le fait que le patron se mêle de cette question de logement qui normalement ne le regarde pas : les ouvriers sont transformés en esclaves ou en serfs puisqu'on les force à travailler pour rien pendant une partie du temps où ils sont saisis sur salaire.

Nous expliquons qu'autour des foyers et du droit des immigrés se mène une lutte de classes : les bourgeois ont formé leur camp : Sonacotra, justice, patrons, police et délégués. Nous devons former le nôtre, celui de ceux qui ont intérêt à la victoire des résidents. On décide de lancer une

pétition qui mette l'accent sur le côté révoltant de ces saisies en expliquant bien le pourquoi de la grève des foyers.

Le point important pour lancer la pétition sera l'affichage des feuilles de paye des trois résidents, où sont inscrites les saisies pratiquées : de 400 à 700 F / mois pour une paye proche du SMIC. Autour de panneaux, on installe une table à la sortie pour faire signer la pétition plusieurs midis de suite.

Très vite, beaucoup d'ouvriers s'engagent. Toutes les nationalités se retrouvent à signer et à faire propagande sur l'importance de cet engagement. On verra même des délégués CGTistes, contraints par la pression de masse de signer, tenter de reprendre à leur compte cette initiative pour la dénaturer en lançant des arguments du type : «il faut signer ; t'occupe pas de ce qui est marqué». Bien sûr, nous critiquons leurs positions et faisons de cette pétition un grand moment pour l'usine de débat de masse sur l'unité français-immigrés à construire.

Le résultat sera une centaine de signatures représentant toutes les composantes ouvrières, hommes et femmes, immigrés et français. Ce résultat est totalement nouveau pour l'usine. Il frappe beaucoup les résidents qui voient ainsi leur isolement brisé ; il constitue un intérêt de masse dans l'usine pour leur grève qui va permettre ensuite de tenir les ouvriers régulièrement informés de l'évolution de la lutte des foyers et d'y mobiliser régulièrement pour toutes les initiatives centrales liées à la grève.

Cette pétition va ouvrir l'intérêt de plusieurs ouvriers aux propositions des maoïstes puisque celles-ci leur apparaissent comme capables de transformer l'intérieur de l'usine : la question des saisies-arrêt n'étant pas seulement un problème pour la lutte des foyers mais aussi un problème interne de l'usine qui révélait l'absence d'unité et de force ouvrière.

Le patron ne va pas s'y tromper. Les chefs vont le défendre publiquement aux portes disant qu'ils sont contraints à opérer les saisies par décision de justice. Nous lui rétorquons que désormais la lutte des foyers contribue à créer une situation de conflit dans son usine, qu'il n'a qu'à écrire au tribunal pour refuser de se mêler de cette affaire qui «trouble son climat social», l'enjeu étant d'autant plus important qu'on apprend que de nouveaux résidents sont menacés sur la même usine de saisies. Nous faisons, avec un groupe d'ouvriers, un tract popularisant le résultat de la pétition, proposant la remise de cette pétition au patron par les ouvriers saisis et lui disant qu'il doit lui-même publiquement se dresser contre les décisions du tribunal. La réponse du patron sera une réunion entre lui et les syndicats sur cette question où ils s'entendront pour dire qu'ils ne peuvent rien faire et que cette affaire ne les regarde pas.

La suite, en cours, de notre travail va comporter plusieurs volets :

1. Utilisation de l'usine comme arrière direct à la lutte des foyers. Mobilisation effective de plusieurs ouvriers à toutes les initiatives centrales de l'été, en particulier autour de Garges.

2. Contre les saisies :

- popularisation dans les foyers de cette première constitution d'un camp dans les usines contre les saisies.
- soutien à la multiplication de telles initiatives dans d'autres usines avec en perspective à moyen terme, la possibilité d'un rassemblement d'ouvriers de plusieurs usines devant le tribunal décidant les saisies-arrêt de résidents de foyers. Il apparaît en intervenant sur cette question que nombreux sont les ouvriers saisis individuellement pour d'autres raisons : impôt, traites, loyer... et que la bataille contre les saisies des résidents les mobilise comme pouvant servir de cran d'arrêt au développement de telles pratiques.

3. Mise en place, avec les éléments dynamiques de cette bataille, d'une école ouvrière sous la responsabilité du noyau communiste ouvrier de la zone avec une double orientation :

- débat sur la situation actuelle de la classe ouvrière et du front de classe, nécessité pour les immigrés de s'engager dans la construction d'un Parti en France des français et des immigrés, contre l'idée de repartir au pays « parce qu'on ne veut plus de nous, ou qu'on ne veut pas nous donner nos

droits».

- débat sur la situation à R. : Comment continuer le travail pour une unité solide des ouvriers, les autres questions posées dans l'usine (racisme des chefs, division par les primes et la qualification...), quelles initiatives prendre ?

La cible est ici de définir dans un débat ouvert les tâches de l'avant-garde ouvrière sur l'usine et, ce faisant, d'unifier au noyau et à la politique de l'UCFML.

# LES NOYAUX DANS LA LUTTE DE CLASSE

INTERVENTION DES NOYAUX PARISIENS  
A LA RÉUNION — DÉBAT MAOÏSTE DU 21 JUILLET



Le meeting du  
21 Juillet à  
Paris,  
où l'intervention  
des noyaux communistes  
a été prononcée.

- 1 -

On voit que la résistance victorieuse a été rendue possible parce qu'il y a une pensée politique autonome dégagée des partis de gauche et des syndicats. C'est cela qui a permis aux camarades résidents des foyers de construire leur unité de plus de 24 nationalités, de se donner une direction autonome et de tenir bon sur leur plate-forme revendicative que le PCF et les syndicats veulent écraser depuis le début.

On voit bien que la résistance ici, elle n'est pas pensée en fonction de l'ennemi, du nombre, ni d'une question de gros bras, mais effectivement en fonction de la politique prolétarienne. Celle-ci, elle porte:

- sur ce qu'on veut
- et sur l'unité interne.

- 2 -

Il est particulièrement intéressant et juste de développer et de soutenir de toutes nos forces la longue lutte des camarades résidents des foyers Sonacotra, ADEF, AFRP, AFTAM qui ont ouvert la voie de la résistance politique actuelle de la classe ouvrière.

En 68, nous nous sommes retrouvés divisés, affrontés aux syndicats. Nous avons repris le travail la tête baissée avec l'écoeurément comme seule alternative contre les bourgeois, et en crachant sur les syndicats, en déchirant les cartes en masse. Mais en même temps, une nouvelle voie s'était dégagée, c'était celle des ouvriers et intellectuels maoïstes qui est la voie du parti de type nouveau, de l'unité de la classe ouvrière, du prolétariat international de France qui se construit dans la lutte de classes depuis 70, de la grève de la

faim contre la circulaire Marcellin-Fontanet, des luttes engagées dans les usines contre les chefs racistes et la division du travail, exemple: Renault-Billancourt, à travail égal, salaire égal, en 73.

- 3 -

Nous, ouvriers maoïstes, nous travaillons à une politique d'ensemble de la classe ouvrière en dehors des syndicats et contre eux pour construire un vrai Parti Communiste de type nouveau, c'est pour cela que nous sommes de l'U.C.F.M.L., c'est aussi cette même politique du parti de type nouveau qui a commandé à l'U.C.F.M.L. de soutenir, d'impulser le mouvement de grève des camarades ouvriers des foyers Sonacotra, de reconnaître leur direction politique le Comité de Coordination, dès le début.

C'est toute cette politique qui nous a permis à nous, ouvriers, de devenir maoïstes, d'être des batailles politiques pour l'égalité des droits entre français et immigrés et de pouvoir nous-mêmes dans le noyau être constitués d'ouvriers immigrés et français portant et partageant les mêmes tâches politiques de direction de la classe ouvrière et de tout le peuple.

C'est aussi pour cela que nous sommes dans les Comités Populaires Anti-Capitalistes, que nous allons dans les campagnes nous lier aux paysans.

La voie qui après 68 a donné l'U.C.F.M.L., qui a donné les noyaux, elle partait de l'idée qu'il y a une contradiction entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, mais qu'il n'y a pas de parti révolutionnaire. A cette contradiction, il y a une réponse: la construction d'une avant-garde ouvrière et d'un parti de type nouveau. Les noyaux sont les premiers ouvriers à avoir répondu à cet appel, à avoir donné cette réponse.

La grande contradiction dans la classe ouvrière, ce n'est pas la contradiction entre les français et les immigrés, c'est la contradiction entre les révisionnistes et nous, c'est-à-dire entre les syndicats, le PCF et nous.

Les gens qui disent: la classe ouvrière française, c'est les syndicats, ou: si l'on veut avoir les ouvriers français avec nous, alors, il faut avoir les syndicats avec nous, ceux-là n'ont aucune idée de la réalité, de la lutte des classes, leur politique est celle des journaux bourgeois.

Le mot d'ordre d'unité français-immigrés trace une ligne de démarcation entre ceux qui veulent une classe ouvrière révolutionnaire, et les révisionnistes qui veulent dresser les français contre les immigrés, en leur promettant de devenir un jour eux-mêmes des exploités. C'est pourquoi le mot d'ordre d'unité français-immigrés, c'est pour nous les noyaux, un mot d'ordre qui unifie les français et les immigrés, et aussi combat leurs ennemis, et contribue à la création de la classe ouvrière révolutionnaire de France et à la création de son avant-garde.

Nous, les noyaux, nous disons: au lieu de toujours regarder en arrière, de pleurer sur les syndicats en disant que les révisionnistes sont forts, regardez le nouveau.

Il y a quatre choses qui nous ont fait être ce que nous sommes:

-1) Que c'est une honte pour les ouvriers d'accepter le capitalisme et d'accepter des miettes. Qu'on n'a rien à voir avec le monde des larbins qui veulent les restes de l'impérialisme. Que les ouvriers et le peuple peuvent diriger la société et la rendre meilleure.

-2) Nous critiquons le PCF et la CGT comme des ennemis à cent pour cent qui veulent faire un nouveau capitalisme.

-3) Nous disons que la classe ouvrière de France est internationale. Qu'avant d'être immigré ou français, on est ouvrier.

-4) Nous nous sommes emparés du marxisme-léninisme-maoïsme, qui est la pensée des ouvriers révolutionnaires. Le maoïsme est une chose nouvelle qui lie les ouvriers au peuple, et donne aux ouvriers une autre idée d'eux-mêmes, pas seulement être des dirigeants d'usine par exemple.

Les noyaux organisent l'avant-garde de la classe ouvrière, et parler de leur travail, cela nous amène à quelles sont les tâches à prendre en main dans le peuple.

Etre d'un noyau maoïste, c'est croire à l'avant-garde ouvrière, c'est penser qu'elle doit s'engager dans le mouvement de masse, dans les luttes, dans les révoltes sociales, qu'elle doit ouvrir la voie parce que les luttes victorieuses ne tombent pas du ciel. Le noyau s'engage complètement dans le mouvement de masse, en même temps il ne se confond pas avec lui; dans ce mouvement, il fait avancer la construction du parti. Etre des noyaux, c'est bâtir un parti de type nouveau, un parti qui fraye la voie mais respecte les masses, parce que ce que veut ce parti, c'est que les gens qui se battent conquièrent leur indépendance, ce que nous appelons l'autonomie politique des masses.

Notre travail particulier à nous les noyaux, c'est la question de la classe ouvrière, de son avant-garde de classe, de son unité. L'unité français-immigrés, c'est un grand mot d'ordre aussi parce que c'est un mot d'ordre qui trace la voie de l'avant-garde ouvrière.

Vous direz: où sont les ouvriers français? Qu'est-ce qu'ils font?

Nous prenons la classe ouvrière dans son ensemble. A Longwy, cela a été la défaite, parce que c'étaient les syndicats, le PCF, le PS, la CFDT, et rien d'autre. Prenons Garges et les progrès de l'unité français-immigrés, ce sont les premières victoires pour la classe ouvrière toute entière, pour sa transformation en classe révolutionnaire, et c'est pour

cela qu'on peut espérer que s'ouvre une période où avec le travail que nous ferons on verra plus clair sur toutes les questions comme l'intérim, le chômage, les licenciements, l'oppression des femmes. C'est en prenant appui sur ce qui existe aujourd'hui que tout cela pourra se développer parce que ce qui existe aujourd'hui, ce n'est pas une bataille particulière, c'est une bataille d'ensemble.

Les noyaux, nous sommes ceux qui, ouvriers, travaillons sur la question des ouvriers. Pour nous, toute bataille a un sens si elle renforce la classe ouvrière et le peuple et contribue à la formation de son avant-garde.

On voit dans les faits qu'être maoïste, être pour l'unité de classe entre français et immigrés contre l'État impérialiste, être contre le PCF et avoir confiance qu'on peut s'organiser contre lui, contre les syndicats et la bourgeoisie, c'est une même voie.

Camarades, la question qui nous travaille maintenant, c'est celle des usines, lieux de regroupement du prolétariat international de France.

Aujourd'hui, ce lieu est écrasé par l'État impérialiste, sa politique d'intérim, de licenciements et de montée des cadences, par la politique des syndicats, CGT, CFDT, mainteneurs de la division et de l'encadrement. Dans leur projet, la CGT et le PCF veulent même nationaliser l'intérim. Sur toutes les questions, ils essayent d'écraser par avance toute idée anti-capitaliste et révolutionnaire d'unité de la classe ouvrière.

Il faut discuter et convaincre les ouvriers d'être de la bataille du mouvement des foyers, de rejoindre les noyaux communistes, seuls endroits aujourd'hui où la classe ouvrière peut apprendre quelque chose de nouveau, avoir des pratiques nouvelles, avoir une force nouvelle pour briser l'embrigadement défaitiste des ouvriers dans les usines, briser le syndicalisme qui organise le maintien de la société impérialiste, avec la CGT et le PCF ultra-chauvins et racistes, avec la CFDT des soi-disant luttes dures, des opérations «coups de poing» sans politique, et qui finit toujours par faire le jeu de la CGT.

Il faut devenir des ouvriers nouveaux, il faut sortir des usines parce que en ce moment l'usine, à cause des syndicats, cela sert à forcer l'ouvrier à se replier dans de petits problèmes, à rester un misérable de la politique, et pour cause. Aujourd'hui, on le voit bien, la politique syndicale, cela sert à préparer le champ libre à l'État pour qu'il fasse ce qu'il veut en temps de crise: licenciements, fermetures d'usines, extension de l'intérim, des lois racistes, etc...

Il faut sortir de l'usine pour se libérer, pour venir apprendre avec le noyau comment on résiste au capitalisme, comment cela se fait depuis 4 ans et demi dans les foyers Sonacotra, en ce moment à Garges.

Il faut être de vrais ouvriers politiques, en s'armant de la politique existante aujourd'hui, celle de l'unité du prolétariat international de France pour l'égalité de tous les droits entre français et immigrés. Il faut lancer et préparer de toutes nos forces les batailles pour l'égalité des droits. Il faut organiser des batailles à l'usine contre les saisies-arrêts sur salaire pratiquées contre les ouvriers des foyers. Qui aujourd'hui se réclamant des ouvriers peut accepter cela?

La résistance à Garges est à renforcer, à élargir, et cela dépend de tous les ouvriers. Il dépend d'eux aussi que cette bataille s'étende aux usines: il faut travailler à imposer le droit absolu au travail pour tous, français comme immigrés. Il faut construire la force de ces batailles prolongées en intervenant sur des usines, sur des foyers, en organisant des réunions-débat, des écoles, en déclenchant des batailles avec des ouvriers dans les usines. Il faut rallier les noyaux dans le but de faire ce travail. Faire ce travail, c'est en même temps avancer vers l'édification d'un nouveau parti communiste, celui du prolétariat international de France, et faire que d'autres ouvriers, beaucoup d'autres, prennent leurs tâches en mains, prennent en mains les intérêts de toute la classe ouvrière et du peuple.

# POLITIQUE DE CLASSE A LA CAMPAGNE

## LE COMITE POUR LA VERITE

La charte du remembrement amiable a été rédigée en grande partie avec les camarades du Comité pour la Vérité. Son élaboration découlait du travail du Comité, en particulier l'accumulation des témoignages sur les pratiques des profiteurs, la résistance des contestataires, leurs tentatives de recours et leurs points de vue tout au long de cette résistance.

Mais les débats dans le Comité, s'ils ont permis l'élaboration de cette charte, ont aussi révélé immédiatement que le Comité n'est pas l'organisation qui engagera la bataille pour le remembrement amiable.

La bataille du Comité prend sa source dans la volonté des camarades de remettre en cause les remembrements terminés. C'est cela qui les organise dans le Comité et il faut, pour prendre l'initiative de la bataille pour l'amiable, être organisé ailleurs, partir d'une autre situation objective, d'une autre volonté politique: il faut que le remembrement amiable soit à l'ordre du jour en tant que politique actuelle à mener contre le remembrement autoritaire. Tel n'est pas la situation des camarades du Comité pour la Vérité.

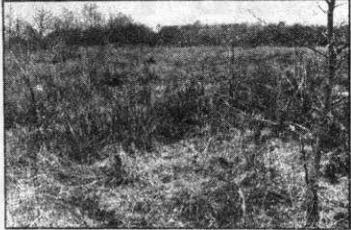
Les hésitations sur ce point ont permis de clarifier l'identité du Comité pour la Vérité après un an de travail. Le Comité organise, avec les maoïstes, des paysans ou des camarades du peuple des campagnes qui se fixent deux objectifs :

-1) Remettre en cause le remembrement terminé pour que les victimes de ce remembrement obtiennent gain de cause, récupèrent les bonnes terres qu'on leur a volées en échanges de landes (incultivables).

A Roudouallec, l'affaire va bon train. Suite à la publication de témoignages de plus en plus détaillés, le remembrement est redevenu un sujet de débats dans la commune (12 ans après !) et un camp commence à se reconstituer. A tel point que la plume de Mr le Maire s'en est trouvée chatouillée et qu'elle a cru bon, cette plume, de produire un bulletin municipal en bonne et due forme pour répondre aux témoignages. On y trouve beaucoup de chiffres, quelques allusions aux vacanciers amoureux des petits chemins creux (la plume de Mr le Maire voudrait-elle insinuer par là que les maoïstes soient d'éternels vacanciers ? Si tel était le cas, cela s'apparenterait à de la diffamation pure et simple). Mais bien entendu, aucune réponse sérieuse aux arguments des camarades et aux preuves qu'ils apportent du vol dont ils ont été victimes. Comme ce bulletin municipal n'a eu qu'une diffusion restreinte (problème de crédits, probablement...) et qu'il met nommément en cause quelques paysans, le Comité lui a fait l'honneur de le publier dans l'une de ses brochures avec les réponses qu'il mérite.

Cette nouvelle brochure est un pas important dans la reconstitution d'un camp à Roudouallec contre le remembrement autoritaire. De nouveaux paysans se sont engagés en répondant au maire. Et surtout, la diffusion de ce té-

COMITÉ PAYSAN  
Pour la VÉRITÉ sur le REMEMBREMENT  
EN BRETAGNE



« Sur les terres volées, le cultif refuse de pousser, il n'a jamais vu de récolte sans devoir quand elle existe à l'année précédente. »

TÉMOIGNAGE N° 10

**ROUDOUALLEC :**  
un plus grand nombre de personnes  
prend la parole et répond à  
monsieur le maire.

Participation aux frais - 2 francs

moignage a révélé que le Comité est reconnu dans la région de Roudouallec comme une véritable organisation de bataille, par ses amis comme par ses ennemis !

Ce témoignage était attendu et il a ouvert des débats qui vont rallier au Comité d'autres camarades sur une chose nouvelle: leur bataille n'a pas pour objectif de récupérer des terres perdues il y a 12 ans. Elle a pour objectif de gagner contre un voisin sur des questions d'écoulement d'eau, d'aménagement vicinal. Mais ce qui rallie ce camarade au Comité, c'est que sa bataille actuelle a son origine dans des antagonismes issus du remembrement: son père a été lésé par le remembrement et le voisin fait partie de la mafia du maire. Le témoignage montrera que les camps issus du remembrement durent bien plus longtemps que le remembrement lui-même, que la bataille du remembrement dure bien plus longtemps que les seuls échanges de terres.

Ceci est important dans la perspective de reconstituer un camp dans la commune non plus seulement sur le remembrement proprement dit (le vol des meilleures terres par les profiteurs) mais sur ses effets à long terme.

-2) Faire savoir au peuple des campagnes, là où le remembrement autoritaire n'est pas encore fait, les risques qu'il y a à l'accepter. Faire connaître concrètement comment se déroule un remembrement autoritaire, les ruses et les combines des profiteurs et de l'État pour ruiner ceux qui ne sont plus « rentables ».

Autre objectif important: alerter le peuple des villes sur ce que l'État fait au peuple des campagnes avec le remembrement autoritaire. Ceci est l'appropriation par le Comité du bilan de la libération de Gildas le Coent. Les leçons de cette victoire pour le Comité, c'est: Gildas a été libéré parce que les maoïstes en ont parlé partout au peuple des villes. Pour le remembrement, il faut faire pareil: il faut que le peuple des villes prenne parti sur ce qui se passe dans les campagnes, soutienne le peuple des campagnes dans sa bataille contre la ruine, pour le droit à vivre de son travail. Pour cela, première chose à faire: raconter en détail comment les profiteurs et l'État s'y prennent pour chasser ceux dont ils veulent les bonnes terres pour faire des fermes rentables.

Sur ce point, nous aurons bientôt davantage à dire puisque cette volonté de rallier le peuple des villes à la bataille contre le remembrement autoritaire va se matérialiser dans une brochure d'ensemble qui décrira en détail les opérations de remembrement autoritaire, en donnant la parole à des paysans lésés.

Ce sont donc ces 2 objectifs qui organisent les camarades du Comité pour la Vérité et qui donnent son identité à cette organisation. C'est une toute autre bataille que diri-

ger la lutte de classes pour le remembrement amiable.

Par contre, le Comité doit être un arrière important à cette bataille nouvelle: la diffusion des témoignages dans les communes où la DDA (direction départementale de l'agriculture) a des projets, doit servir à dessiner des camps.

Par ailleurs, l'engagement des maoïstes dans ce Comité, qu'il faut faire connaître, est un élément de crédibilité important envers nous, envers notre capacité à faire vivre notre politique à la campagne, à organiser des paysans.

Enfin, il faut renforcer le Comité. Son identité d'organisation qui mène bataille, reconnue dans la région de Roudouallec, témoigne qu'il n'est plus dans l'étape où il rassemblait des témoignages pour se forger un point de vue d'ensemble sur le remembrement autoritaire. Il est maintenant dans une étape où il doit rallier à lui des gens des communes remembrées qui veulent remettre en cause le remembrement:

- dans ses effets immédiats, tels le vol des terres.
- dans ses effets actuels issus des antagonismes qui remontent au remembrement.

C'est en travaillant ainsi qu'il sera un arrière efficace à la bataille pour le remembrement amiable.

## LE TRAVAIL DES MAOÏSTES

La bataille pour le remembrement amiable, engagée cet été à l'initiative des maoïstes, c'est le bilan actuel et positif des batailles de résistance au remembrement autoritaire.

### DEUX NOUVEAUX POINTS DE BILAN DES BATAILLES DE RÉSISTANCE

C'est en grande partie le travail au sein du «Comité paysan pour la vérité sur le remembrement en Bretagne» qui nous a permis de dégager de nouveaux points de bilan de la résistance au remembrement autoritaire et de rédiger la charte du remembrement amiable. Le travail de recueil des témoignages, le travail pour reconstituer un camp contre le remembrement autoritaire et ses effets à long terme dans quelques communes, c'est tout cela qui nous a amenés à mieux connaître l'histoire de la résistance. C'est de ce travail que sont issus les 2 nouveaux éléments de bilan qui ont permis l'élaboration de la charte du remembrement amiable.

1. D'abord, tout le temps des batailles, le peuple s'est toujours opposé au remembrement autoritaire au nom du fait que ce qu'il voulait, c'est le remembrement amiable. Il n'y a que la DDA (Direction Départementale de l'Agriculture) pour oser raconter encore que les paysans qui s'opposaient au remembrement étaient des retardataires. Le cahier de doléances de Plonévez du Faou (où 450 paysans ont écrit) ne dit que ça: «ce remembrement autoritaire est injuste, il faut faire à l'amiable». A Trébrivan, les camarades du syndicat de défense n'ont pas cessé de faire des propositions d'échange amiable aux biens servis. Dans toutes les communes connues aujourd'hui comme des lieux de grandes batailles contre le remembrement autoritaire, le syndicat de défense n'arrêtait pas d'envoyer des pétitions, des lettres au Préfet, aux députés etc... qui répétaient inlassablement: «il faut reprendre à l'amiable pour éviter la dégradation du climat social dans la commune». Bien entendu, toutes ces lettres et pétitions sont restées sans effet et ce sont les affrontements sur le terrain qui ont déterminé l'issue de la bataille et qui, pour cette raison, sont apparus longtemps, y compris aux yeux des maoïstes, comme le tout de ces batailles.

2. Ensuite, cette longue résistance a débouché sur la formulation d'un point de vue populaire sur l'avenir des campagnes, radicalement opposé à celui que veulent les bourgeois de tout poil. Ce point de vue se donne dans le mot d'ordre: «Tout le monde a le droit de vivre de son travail!»

Nous avons souvent parlé du mot d'ordre: «A bas le désert breton!», porté par les batailles contre le remembrement autoritaire. Ce mot d'ordre était celui d'un camp (paysans, jeunes, militants bretons) opposé à un autre camp (profiteurs, maire, flics) dans les périodes d'affrontement. Il a duré ce qu'ont duré les affrontements et le camp qui les portait. Reste aujourd'hui le point de vue spécifiquement paysan sur le remembrement autoritaire, point de vue qui n'exprime plus seulement le refus de la politique de l'État impérialiste, mais qui donne le point de vue du peuple sur ce qui est juste, sur ce qui devrait être.

«Tout le monde a le droit de vivre de son travail» veut dire: ce n'est pas parce qu'on a 5 ha qu'on doit être chassé de la terre pour céder la place à un cumulard qui aura 50 hectares de bonne terre grâce au remembrement autoritaire. C'est donc un mot d'ordre qui prend le parti des paysans pauvres, qui refuse leur ruine.

Ces deux nouveaux éléments de bilan de la résistance passée ouvrent une nouvelle étape dans la bataille contre le remembrement autoritaire. Faire la force du mot d'ordre «tout le monde a le droit de vivre de son travail» en mettant en branle le processus de remembrement amiable, voilà de quoi forger un camp plus solide, plus durable, que le camp qui menait une résistance au coup à coup en fonction des attaques de l'État et finissait par s'effriter petit à petit.

C'est que les profiteurs, la mafia des mairies et l'État avaient su affiner leur tactique, au fil des années: difficile pour eux d'imposer un remembrement si les 3/4 des paysans de la commune le refusent. Alors, pour mener à bien son opération, l'État met au point une politique systématique de division du peuple, minutieusement agencée par ses hommes de main dans la commune: les profiteurs. A coups de promesses, de pressions, d'arrangements sur le dos du voisin, ils arrivent à isoler une victime par village et le ruinent, le dépouillent au profit des autres. Ils arrivent ainsi, en y mettant le temps, à disperser la résistance, à l'atomiser et finalement à la réduire. C'est l'expérience de toutes les batailles de résistance qui se sont toutes conclues par des défaites pour le peuple sur le terrain. Seule exception pour l'instant: Trébrivan où les contestataires tiennent bon sur le terrain en proposant en même temps de faire des échanges amiables pour terminer la bagarre sans léser personne. Partout ailleurs, le simple refus de la ruine n'a pas suffi à former un camp assez solide contre les mille et une ruses de l'État et des profiteurs.



Un agriculteur témoignant sur les méfaits du remembrement autoritaire.

Pour gagner contre l'État, il faut connaître ce qu'on ne veut pas et il faut aussi avoir à défendre ce qu'on veut.

### LE REMEMBREMENT AMIABLE : AVANCÉE IMPORTANTE DANS LE TRAVAIL DE L'UCFML A LA CAMPAGNE

Par ailleurs, le remembrement amiable représente pour nous, maoïstes, une avancée importante à échelle hexagonale.

Il faut considérer la charte du remembrement amiable comme le témoignage concret que le peuple des campagnes est capable, sur la base de sa résistance à la politique de l'État impérialiste, de formuler son propre point de vue sur la transformation des campagnes, complètement antagonique à la politique de l'État. Faire le remembrement amiable, c'est transformer la campagne de manière à ce que tous ceux qui y vivent actuellement de leur travail, et surtout les plus pauvres, puissent continuer à le faire. Ça va directement à l'encontre de la politique de l'État impérialiste et de tous les partis bourgeois qui tiennent les mairies et pratiquent le remembrement autoritaire.

C'est aussi une politique de résolution des contradictions au sein du peuple, issues du partage des terres, du morcellement de la propriété. Les troupeaux qui se croisent sur les chemins, les droits de passage sur les terres du voisin pour accéder à une parcelle éloignée : tout cela est source de contradictions qui donnent prise à toutes les manœuvres bourgeoises pour diviser le peuple et le réduire à merci. Avec le remembrement amiable, on résout ces contradictions et on ouvre la voie à la transformation des rapports sociaux par l'entraide dans le travail, première pierre de la transformation socialiste des campagnes.

Enfin, pour nous, maoïstes, la bataille pour le remembrement amiable ouvre des perspectives nouvelles à l'édification du Parti à la campagne. L'unification entre des paysans et des maoïstes sur le mot d'ordre du remembrement amiable et sa mise en pratique est d'une autre nature que l'unité sur le refus du remembrement autoritaire. La définition en commun d'un plan de bataille pour engager le processus du remembrement amiable engage d'autres débats,

une autre approche des questions politiques de fond que la bataille incertaine contre le remembrement autoritaire. Les débats ne sont plus seulement adossés à ce que fait l'État, mais à ce que veut le peuple. Nous l'avons senti cet été, même si, dans l'avancée actuelle du travail, nous ne sommes pas en mesure encore de formuler plus clairement par quoi passe le ralliement de paysans maoïstes. Témoignage déjà de cette nouveauté la propagande menée cet été, sur le front de classe de l'égalité des droits. A partir du mot d'ordre : «tout le monde a le droit de vivre de son travail», nous avons eu les moyens, pour la première fois, de mener une propagande sur ce front de classe immigrés de l'égalité des droits, réellement interne à notre politique à la campagne. Nous avons pu expliquer clairement la justesse de la bataille des camarades immigrés pour leurs droits. Pour cela, il fallait résoudre l'obstacle que constitue l'ignorance où se trouve le peuple des campagnes, et tout particulièrement le peuple breton, de cette grande bataille ouvrière et populaire. Mais ceci fait, une fois décrits minutieusement les foyers-prisons, les papiers spéciaux, les attentats racistes, la grève des loyers, le programme, le comité de coordination, l'unité politique entre la bataille des camarades immigrés pour leurs droits et la bataille du peuple des campagnes pour vivre de son travail grâce au remembrement amiable était un élément important d'appropriation par le peuple des campagnes de la justesse de cette bataille.

De la même manière, cette unité politique sera un élément important d'appropriation des leçons de cette bataille par les chefs de la bataille pour le remembrement amiable. Il ne manque pas de points d'appui dans la bataille pour l'égalité des droits pour mener le débat sur des questions comme : sur quelles forcés compter : les élus ou la force du peuple uni sur ce qu'il veut ?

Engager la bataille pour le remembrement amiable, c'est :

- faire propagande autour de la charte, la faire connaître partout, la mettre en débat au sein du peuple.
- donner comme arrières à ce débat la connaissance des maoïstes des batailles de résistance, leur histoire de ces batailles, en particulier Trébrivan, la libération de Gildas le Coent et l'existence du Comité pour la Vérité et ses témoignages.
- engager concrètement le processus de lutte de classe pour le remembrement amiable dans une commune, organiser des paysans avec les maoïstes pour mener cette bataille, montrer que c'est possible.



## LA FEUILLE Foudre No 5 EST PARUE :

- Éditorial sur la conjoncture.
- DE L'ALLEMAGNE:
  - . Cinéma Allemand et conjoncture en France.
  - . Wim Wenders.
  - . Heinrich Böll, l'Allemagne et nous.
  - . Le second Eveil.
  - . Nosferatu.
- L'HOMME DE MARBRE.
- UN FILM POUR LE KAMPUCHÉA.
- INTERVENTIONS DU GROUPE Foudre :
  - . Holocauste.
  - . Les chiens.
  - . Voyage au bout de l'enfer.
  - . Le front de classe des immigrés.

Son prix est de 8 francs l'exemplaire. On peut la commander à l'adresse suivante:

A. Auger  
14, rue du Château d'eau  
75 010 Paris

L'abonnement à la revue est de 30 francs par an

# L'AFRIQUE, LES IMPÉRIALISMES, LA GUERRE

## CENTRE AFRIQUE: UNE OPERATION DE RECONQUETE COLONIALE

Vendredi 22 Septembre au matin, un millier de parachutistes français, munis de blindés légers, des hauts fonctionnaires français et un «nouveau» fantoche à la solde de l'impérialisme français (David Dacko), débarquent à Bangui, capitale de la Centrafrique.

D. Dacko fit immédiatement une conférence de presse gardé par un certain nombre de parachutistes, tandis que les autres s'emparaient de la capitale et dispersaient les masses populaires de la ville. Celles-ci, en effet, dès qu'elles apprirent que l'ancien «empereur» Bokassa était déposé, étaient descendues dans la rue et s'attaquaient aux symboles du régime: les magasins appartenant à Bokassa et les officines de l'impérialisme français (banques, magasins appartenant à des français...).

**Le Centrafrique: une zone stratégique, en particulier pour l'impérialisme français.**

La Centrafrique formait, avec ses voisins le Tchad, le Cameroun, le Congo-Brazzaville (et en plus le Gabon),

l'ex-A.E.F. coloniale (Afrique Équatoriale Française). Depuis les indépendances formelles de 1960, cela n'a que peu changé. Ces pays subissent encore la tutelle permanente et multiforme de l'impérialisme français, et ses agressions militaires répétées :

- 1963: intervention des paras au Gabon pour soutenir le fantoche Léon M'ba (5000 morts).
- de 1955 à 1965: guerre de 10 ans contre le mouvement de libération nationale au Cameroun (100 000 morts estimés).
- de 1966 à aujourd'hui au Tchad: interventions contre la guerre de libération nationale puis participation à la guerre civile actuelle (voir article dans ce numéro).
- Centrafrique: déjà, en 1967, participation d'une compagnie de parachutistes à la reprise en main de la situation par Bokassa.

L'impérialisme français tient à contrôler cette région d'Afrique et n'est absolument pas déterminé à reculer. Ces rappels nous le montre, et la dernière intervention nous le prouve.



Les  
parachutistes  
quadrillent  
Bangui,  
capitale de  
la  
Centrafrique.

### Un pays aux riches possibilités, mais complètement déstructuré par l'impérialisme.

La Centrafrique jouit de possibilités agricoles importantes, ce qui a amené le colonialisme français à introduire la culture du café, du coton et du caoutchouc. Il y a par ailleurs certaines ressources minières peu exploitées: diamants et uranium... Tout indique que ce pays pourrait se développer, malgré son profond enclavement dans le continent, si il n'avait pas été complètement dévasté par le petit siècle de présence française et réduit à la misère la plus totale.

Comme pour le Tchad et d'autres pays voisins (ou du Tiers-Monde en général), c'est l'introduction forcée de la culture industrielle (coton, café) qui a détruit les sociétés agraires traditionnelles sans en remplacer la cohésion. Il est significatif à cet égard, de savoir que le propre père de Bokassa, s'étant opposé avec d'autres aux compagnies coloniales toutes puissantes entre les 2 guerres mondiales, fut assassiné par des nervis à leur solde; tout autant de savoir que le père de Giscard d'Estaing était le président de la plus puissantes de ces compagnies !

Après la 2ème guerre mondiale, c'est une immense capitale de 300 000 habitants (dont environ 3500 français) qui se constitue, avec l'exode rural, vivant du parasitisme de l'appareil d'État sur le dos de la paysannerie.

Une opposition nationale se constitue, liée au Rassemblement Démocratique Africain (RDA: parti disposant de «sections régionales» dans toute l'Afrique. «Française», exprimant la première vague du sentiment patriotique dans les colonies françaises), un leader apparaît, M. Boganda, qui meurt accidentellement avant «l'indépendance».

### Pourquoi Bokassa ?

Dans le sillage des indépendances formelles des années 60, les milieux d'affaires gaullistes en Centrafrique concoctent un plan pour écarter les collaborateurs les plus proches du progressiste (modéré) Boganda et pour mettre au pouvoir un homme à eux: c'est David Dacko, déjà lui, qui est choisi. Ses 5 années de pouvoir sont les habituelles litanies des opérations transformant les colonies en néo-colonies: l'opposition nationale est muselée et réprimée, «remplacement» des colons par des coopérants ou des investisseurs (le plus souvent d'ailleurs les mêmes gens dans les 2 périodes en Centrafrique), le renforcement de l'appareil d'État (police, armée, cohorte de fonctionnaires) suçant le sang du peuple et dépendant également des subsides de l'étranger.

En 1965, après 5 ans de ce processus, la situation est mauvaise et Dacko ne joue plus qu'imparfaitement son rôle. Dès lors, il y a un coup d'État, orchestré par les services français de Foccart (dont le plus proche collaborateur, René Journiac, a aujourd'hui orchestré le nouveau coup d'État).

C'est Bokassa qui l'emporte, éliminant dans la foulée un certain nombre d'autres officiers également candidats. Le général Jean-Bedel Bokassa est un ancien militaire de carrière de l'armée coloniale française: il y a gagné ses galons de capitaine en Indochine (!). Après «l'indépendance», il est appelé par Dacko, son cousin, pour organiser l'armée.

De 1965 à Septembre 79, c'est donc Bokassa qui joue le rôle de fantoche de l'impérialisme français en Centrafrique.

Ce rôle, il le remplit avec un «zèle» imaginaire qui a certainement plu en son temps, mais qui ne pouvait survivre, dans cette période de «droits de l'homme» et de montée des dangers de guerre, et qui, de plus, était très inefficace, privant l'impérialisme français de ressources justes.

En effet, le pays s'était enfoncé dans une période noire:

- sur le plan économique: banqueroute permanente, le gouvernement ne payait plus les fonctionnaires (pour assurer sa sécurité, Bokassa avait décrété que le paiement des salaires des policiers et des militaires serait effectué en priorité sur les enseignants ou autres petits fonctionnaires). Des opérations fantaisistes (pseudo-«nationalisations» des compagnies agricoles qui aboutirent au paiement en chèques bancaires des récoltes aux paysans en brousse, alors qu'il n'y avait pas d'agences, et de toutes façons pas d'argent sur le compte), des projets grandioses (d'ailleurs confortés par Giscard - et son cousin négociateur des accords - lors du sommet franco-africain - sorte de réunion des fantoches de l'impérialisme français - tenu à Bangui ou lors de ses innombrables «safaris»)... Tout cela aboutit à la faillite de l'État et à l'enrichissement individuel de Bokassa, accumulant les propriétés en France et les comptes en Suisse,

- sur le plan politique: la base de masse de Bokassa, déjà faible, est rapidement nulle. Il échappe à des attentats effectués par d'autres officiers, il doit recourir à l'aide des troupes françaises en 1967 (2 ans après sa prise du pouvoir)...

Il se lance alors dans une politique de terreur menée par une petite troupe de militaires fidèles: le moindre larcin est passible de mutilations atroces et publiques, les nombreuses exécutions capitales s'effectuent par bastonnade, les opposants - mêmes très modérés - «disparaissent» dans ses geoles... Puis il se proclame maréchal à vie et enfin «empereur» en 1976, déployant des fastes inimaginables dans ce pays où la masse de la population vit dans la misère.

Jusqu'au début de 1979, Giscard faisait la sourde oreille, et étreignait avec chaleur Bokassa à chaque rencontre.

## 79: les masses populaires se soulèvent avec un courage extraordinaire contre Bokassa et l'impérialisme français.

Pendant les 14 ans du sinistre régime de Bokassa, de nombreuses révoltes isolées eurent lieu, mais on les connaît peu. Par contre, en 1979, c'est un mouvement de masse d'ensemble qui se lève :

- les jeunes scolarisés de la capitale se soulèvent en Janvier 1979. Bokassa voulait que les élèves portent un uniforme payant et cher (fabriqué dans un atelier appartenant à un membre de sa famille) alors que la plupart vivent dans des bidonvilles. Le 19 Janvier, les élèves organisent une manifestation contre cette mesure, en dénonçant par ailleurs tous les aspects du régime.

Il s'ensuit une répression brutale où une centaine de personnes furent tuées et des centaines blessées par balles. Selon certaines informations, difficilement vérifiables, les masses populaires auraient infligé des pertes sérieuses à l'armée à l'aide de flèches empoisonnées.

- les professeurs mènent alors un mouvement de soutien aux jeunes et font grève plusieurs fois pour être payés (la banqueroute de l'État en était au dernier stade alors).

- à la campagne: des paysans se soulèvent contre le paiement des récoltes par chèques, des officiers de l'armée sont lapidés et meurent.

Jusqu'au mois d'Avril 1979, c'est une série de révoltes continues qui agite l'ensemble de la Centrafrique. Bokassa est complètement isolé. Même son ministre de l'information est contre lui et emprisonné d'ailleurs.

Le 17 Avril, des policiers en civil infiltrés dans une réunion d'élèves et d'étudiants sont surpris et tabassés. Le lendemain 18 Avril, gigantesque rafle de plusieurs centaines d'enfants ramassés au hasard dans les quartiers populaires. Une centaine d'entre eux au moins seront massacrés dans les prisons dont un certain nombre par la main de Bokassa lui-même, semble-t-il. Le journal «Le Monde» remarque que c'est un ancien légionnaire français qui est le régisseur de la prison où ces événements eurent lieu.

Cette répression aveugle filtre à l'étranger. Cette fois-ci, l'impérialisme français ne peut couvrir Bokassa comme il l'a fait auparavant.

### Printemps-Été 79: grandes manoeuvres de l'impérialisme français pour remplacer Bokassa.

Afin de prendre de vitesse le mouvement populaire qui doit faire le bilan des événements du début de l'année, les services français de R. Journiac enquêtent sur les différentes «alternatives» à Bokassa. Leur choix est vite fait: reprendre D. Dacko. Bien qu'il ait déjà servi, il a un double avantage :

- il est proche de Bokassa (il était resté conseiller du gouvernement) et connaît les rouages de l'appareil d'État fantoche.

- il a d'ailleurs des magasins et des prébendes dans les compagnies coloniales. Il est complètement lié à l'impérialisme français.

Ainsi, on remplacera Bokassa sans remettre en cause le système néo-colonial et on aura son successeur en étroite surveillance. Les autres candidats à la relève sont écartés (soit parce qu'ils n'avaient plus de liens avec l'impérialisme français, soit qu'ils étaient jugés, comme A. Patassé, moins contrôlables que Dacko).

### Le coup d'État et comment on en parle en «métropole».

Ce coup d'État fut directement mené par les troupes françaises, en l'absence de Bokassa parti essayer de trouver l'appui des Lybiens (toujours tentés par l'ingérence en Afrique Centrale: Tchad, Ouganda...). Bokassa disparut, accueilli par son «collègue» Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire...

Il faut noter à cet égard que l'affaire Centrafricaine a été l'occasion pour l'impérialisme français d'avancer son sinistre projet de «force inter-africaine de sécurité». En effet il semble que les troupes Zairoises (ce qui est démenti par Mobutu) ait directement participé à la répression des émeutes de Janvier, les troupes de Bokassa étant soit peu sûres, soit débordées. Ensuite, R. Journiac a consulté à de nombreuses reprises tous les chefs d'États de néo-colonies françaises pour avoir leur appui avant le coup. O. Bongo (Gabon) a même rencontré Bokassa avec Journiac cet été, pour lui demander de se retirer, mais Bokassa a refusé violemment.

Par ailleurs, cette intervention a donné lieu à un dévoiement idéologique impérialiste particulièrement cynique.

Déjà, Kolwezi, c'était les «paras venant délivrer les coopérants blancs de la barbarie». Mais là, c'est plus encore: c'est la France qui vient défendre «les droits de l'homme». Il y a un aspect évidemment raciste dans la manière dont l'ancien protégé Bokassa est décrit (l'anthropophagisme...). Or chacun sait que les «sages» Houphouët-Boigny et compagnie sont coutumiers des massacres. Ceux-ci sont une conséquence inévitable de tous les régimes fantoches, car ils ne peuvent trouver de consensus durable (exemples Africains, mais aussi en Amérique Centrale récemment...).

«La Centrafrique, c'est la France» pourrait dire Giscard, et la presse à sa suite. D'ailleurs, c'est pratiquement ce qu'il a dit lors d'une émission de la télévision Allemande: ceux qui disent que la France intervient en Centrafrique ou au Zaïre pour des raisons d'intérêts économiques sont stupides car ces pays sont misérables et c'est la France qui les nourrit (! - cité de mémoire).

Manifestation  
des masses  
populaires  
contre la  
«substitution»  
des fantoches  
par l'intervention  
armée de l'impé-  
rialisme français.



Nous devons intervenir avec la plus grande vigueur contre ce type de propagande:

- **premièrement**, si les peuples des pays du Tiers-Monde ont des difficultés énormes, alimentaires et autres, cela n'empêche pas que leurs pays fournissent les matières premières industrielles, et mêmes alimentaires, qui sont une des causes de la « prospérité impérialiste ». Par exemple tout au long de la sécheresse au Sahel qui a provoqué une famine meurtrière, le Sénégal a continué à exporter de l'arachide, inutile pour l'alimentation courante, et même des primeurs et du riz cultivés dans les zones maraîchères du pourtour de Dakar par les entreprises agricoles capitalistes à destination du marché impérialiste !

- **deuxièmement** les néo-colonies d'Afrique sont pauvres et dépendantes, mais pas par essence. Ces zones furent d'ailleurs équilibrées avant le 17ème siècle, avant l'esclavagisme et sa ponction de 100 millions d'esclaves, avant le colonialisme et le travail forcé au profit des métropoles impérialistes...

Si les africains pouvaient cultiver des produits vivriers en priorité, ils pourraient manger tous, si ils pouvaient consacrer leurs forces vives à l'industrie légère liée à l'agriculture, ils pourraient disposer des produits essentiels qu'ils doivent aujourd'hui importer...

Mais pour cela, ils devront se débarrasser de l'impérialisme, de tous les impérialismes.

L'autre argument de Giscard d'Estaing, c'est que la France intervient pour s'opposer à l'ambition du social-impérialisme. Voyons un peu la réalité: si l'Afrique est déchirée par des conflits de frontières, c'est que les impérialismes Européens ont découpés ce continent selon leurs intérêts et leurs propres rivalités, sans tenir compte des ensembles politiques précédents. Cela provoque aujourd'hui une situation complexe où vient se greffer la nouvelle contradiction inter-impérialiste dominante de notre temps: la contradiction entre les 2 super-puissances USA-URSS.

Nous devons nous opposer à ceux qui, venus d'horizons divers, appuient l'impérialisme français dans ses exactions africaines en affirmant qu'il contribue effectivement à s'opposer au social-impérialisme.

C'est là une vue à court terme, car ce type d'intervention ne peut que renforcer ceux qui font appel aux Cubains ou à d'autres forces extérieures. C'est sur les peuples africains eux-mêmes que nous devons compter pour s'opposer à l'impérialisme et au social-impérialisme. Comme nous devons compter principalement, ici en France, sur le prolétariat et le peuple pour trouver les formes efficaces de la résistance au social-impérialisme.

### La situation actuelle en Centrafrique.

#### Nos tâches.

En Centrafrique, le mouvement de masse n'est pas annulé pour autant par le coup des parachutistes français. Déjà, des manifestations se sont déroulées contre Dacko et le fait que l'appareil d'État précédent reste en place, avec ses forces répressives, ses complices zélés de l'impérialisme français.

Nous ne connaissons guère les caractéristiques des mouvements d'opposition nationale. Nous soutiendrons le peuple Centrafricain contre le fantoche Dacko et l'impérialisme français, ainsi que les forces politiques qui mèneront ce combat tout en sachant compter sur les propres forces du peuple, sans s'appuyer sur d'autres impérialismes ou sur le social-impérialisme.

Ici, en France, nous devons dénoncer l'intervention impérialiste de l'armée néo-coloniale et la débauche de propos ouvertement racistes et impérialistes qui se sont répandus sur les ondes et dans la presse. Cette tâche d'explication est importante, le retard dans le prolétariat et le peuple est considérable. Comblons-le !

## LE POINT SUR LE TCHAD

Depuis 1966 (Cf articles du ML, en particulier No 35), le Tchad connaît une situation complexe. C'est comme si une bonne partie des problèmes de l'Afrique s'étaient concentrés sur ce pays.

D'abord, contre le néo-colonialisme français, une lutte armée commence, principalement dans la partie centrale du pays, dont les sociétés Islamiques avaient une tradition de résistance acharnée à la colonisation.

Prenant acte de cette réalité, l'impérialisme français utilisa la variété des sociétés du pays pour créer des divisions en favorisant les Sudistes (en leur donnant des postes dans l'administration, etc...) dont les sociétés moins structurées avaient été détruites par l'introduction forcée de la culture du coton.

### UNE RÉSISTANCE VICTORIEUSE, MAIS DIVISÉE.

Dans cette conjoncture, en 1969, un front de libération nationale (le FROLINAT) se crée avec le projet d'unifier les révoltes dans l'opposition à l'impérialisme français. Malheureusement, ce front fut insuffisant pour surmonter les divisions: des groupes armés anti-néo-coloniaux se constituèrent isolément, parfois en antagonisme entre eux, s'appuyant à l'intérieur sur différentes sociétés traditionnelles et à l'extérieur sur des « amis » intéressés (Lybie, Algérie, Nigéria, etc...). La rébellion est chroniquement atteinte par le scissionisme.

Et pourtant, elle marque des points sensibles sur le terrain, isolant les troupes franco-fantoches, contrôlant des zones immenses, entravant les projets économiques impérialistes.

Cependant, de fait, jamais la partie Sud du pays, la

zone cotonnière, ne sera touchée par la lutte armée anti-néo-coloniale.

Aussi, quant le fantoche sanglant Tombalbaye est éliminé et que son successeur le général Malloum jette le gant, la situation est fort embrouillée. Dans tout le pays des groupes armés contrôlent des zones plus ou moins importantes et les chefs de ces groupes, aspirant au pouvoir central, font converger leurs forces vers la capitale. Celle-ci située dans le centre du pays est cependant encore très liée au Sud cotonnier. Celui-ci, la capitale et les communications entre eux, sont fermement tenus par les troupes françaises, disposant alors d'arrière surs au Sud.

### UNE SITUATION BLOQUÉE - L'ACCORD DE KANO.

Quand un accord entre les différents groupes (une quinzaine en tout) est signé après des conférences répétées tenues à Kano au Nigéria (puissant voisin du Tchad, fort intéressé au règlement), l'impérialisme français, qui n'était pas invité, ne peut empêcher que le Sud soit représenté par les résidus de l'armée fantoche, dirigés par le Lieutenant-Colonel de gendarmerie Kamougué. Sans cela, sa principale carte d'alors dans le jeu Tchadien serait absente.

L'application de l'accord est compliquée par la position des différents groupes de résistances par rapport à la Lybie.

Ce pays a une longue histoire, ancienne et récente, d'interventionnisme en Afrique de l'Est et au Tchad. Ce sont les religieux combattants de la secte lybienne Senoussiyah, qui ont répandu l'Islam en Afrique noire il y a 9 siècles. Plus récemment, la Lybie a aidé différents groupes de résistance. Ce soutien n'était pas désintéressé. En effet,

les troupes Lybiennes ont pénétré plusieurs fois sur le territoire Tchadien et occupent une zone au Nord du pays, présumée riche en uranium et pétrole.

Cette annexion a fortement modifié la situation politique. En effet, des groupes jusqu'alors bienveillants vis-à-vis de la Lybie, ont senti le risque de la dépendance totale du Tchad vis-à-vis d'elle (la Lybie et le Tchad sont deux grands pays, de part et d'autre du Sahara, peu peuplés tous deux - 2 à 3 millions d'habitants - mais la Lybie est riche de son pétrole et du soutien du social-impérialisme, intéressé à intervenir dans le Maghreb et l'Afrique de l'Est). Ces groupes se sont alors retournés contre la Lybie et tentent d'empêcher son avancée.

### LA SITUATION D'AUJOURD'HUI EST MARQUÉE DE PARADOXES NOMBREUX.

- Les groupes de résistance sont divisés par rapport à l'annexionnisme Lybien et se neutralisent les uns par rapport aux autres en faisant appel à la médiation Nigérienne pour s'entendre et aux troupes Nigériennes et Françaises (2500 hommes) qui stationnent dans la capitale pour geler la situation militaire et dissuader les Lybiens d'aller plus loin.

- Les forces armées Sudistes de Kamougué reprochent aux français de ne pas avoir gagné contre les groupes de résistance et pratiquent une sécession de fait de la zone cotonnière. Elles ont également des contacts avec la Lybie.

- L'impérialisme français est coincé dans la tâche de «neutralisation» de la capitale et de bloquer le Sud, ceci à

l'appel même de Goukouni Oueddei (chef du gouvernement) alors que celui-ci déclarait il y a 2 ans, à la tête de la plus importante fraction du FROLINAT, qu'il fallait éliminer et chasser les français du Tchad.

### TROUPES FRANÇAISES, HORS DU TCHAD !

Nous devons continuer à dénoncer la présence des troupes françaises au Tchad.

Certains pourraient objecter qu'elles sont un facteur de stabilité et qu'elles font obstacle aux troupes Lybiennes.

Nous disons plusieurs choses :

- la «stabilité» actuelle, c'est, tous les observateurs le disent, une situation d'anarchie totale, dans laquelle les français manoeuvrent en permanence. Le peuple Tchadien souffre énormément de cette situation où l'économie est bloquée, et les combats permanents.

- la sécession de fait du Sud, combinée à la présence des parachutistes français en Centrafrique (le voisin du Sud), pourrait amener l'impérialisme français à tenter de «rattacher» la zone cotonnière à ses néo-colonies Centrafricaine et Camerounaise, en cas de repli des troupes françaises.

- de toutes façons, pour que le Tchad vive, il faut que le peuple trouve sur ses propres forces son unité, et l'impérialisme français qui s'est acharné à diviser les 3 régions du pays tout au long des 80 ans de colonialisme et de néo-colonialisme, n'a aucune place dans ce processus, ainsi que les autres impérialismes et annexionnistes.

**A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET LES 2 SUPER-PUISSANCES !**

# LE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE

## GOLDMAN

L'affreux assassinat de Pierre Goldman porte à son comble une conjoncture faite de racisme et de fascisme ordinaires. Des meurtres de travailleurs immigrés «isolés» dans la rue, la police passe à des essais de terreur plus globale dont la ratonnade d'un mariage algérien à Bassens près de Marseille ce printemps, et la récente affaire qui, à Lyon, a opposé violemment toute une cité aux CRS qui arrêtaient un jeune immigré, alors que celui-ci perdait son sang, ayant tenté de se suicider lors de l'arrestation, sont des signes odieux.

L'assassinat de Pierre, qui a entre autres aspects un caractère antisémite marqué, tente du point de vue de ses abjects auteurs et de leurs responsables, à unifier les racismes, à leur donner une assise générale, à créer une assise publique et nationale à la terreur, anti-sémites et anti-immigrés confondus. Pour ceux-là, il s'agit d'établir un état de fait, un climat favorable au défaitisme, à la mollesse, aux protestations où le sentiment d'impuissance trouve

l'aliment de sa macération.

Mais le fascisme qui frappe les immigrés, celui qui a tué Pierre, n'est que l'ombre portée d'une politique de l'État qui, avec les lois Stoléru-Bonnet d'apartheid, les attaques furieuses contre le mouvement des foyers Sonacotra, les expulsions et les extraditions, les cyniques interventions impérialistes en Afrique, lui ouvre la voie. C'est une tentative de mettre au pas de la terreur ceux qui luttent et se battent: travailleurs immigrés, progressistes et révolutionnaires.

La force qui peut se dresser est une force d'unité des français et des immigrés. Elle seule peut réduire les assassins. Tous ceux que le meurtre de Pierre Goldman ne laisse pas sans force s'il ne les laisse pas sans larmes doivent travailler à la renforcer. Combattre le fascisme, le racisme, se fait dans l'unité français-immigrés. C'est la seule force réelle contre le racisme et l'antisémitisme.

# LA CONVENTION « ANTI-TERRORISTE »

L'extradition de Piperno est une provocation délibérée de l'État. La mascarade juridique ne cherche même pas à faire illusion. Il s'agit, au contraire, de dire clairement à tout le monde :

- nous voulons, et nous pouvons, arrêter et extradier n'importe qui, sous n'importe quel prétexte.

- les « délits » d'opinion (seules pièces du « dossier » de Piperno) seront désormais sanctionnés. L'Italie, à cet égard, est notre banc d'essai.

Depuis l'arrestation de Négri, et même depuis l'extradition de Croissant, les États d'Europe font une expérience: n'est-il pas possible, en ces temps de crise et d'horizon de guerre, d'écraser dans l'oeuf toute organisation politique de la révolte populaire ? N'est-il pas possible d'interdire l'existence d'intellectuels révolutionnaires véritables ?

Écraser dans l'oeuf, cela veut dire: frapper violemment tous ceux qui tentent de définir une voie extérieure au fameux « consensus », une voie opposée aux partis parlementaires et aux syndicats.

La « complicité » du PCF et du PCI dans la sauvage répression Italienne (1300 arrestations, licenciements massifs à Fiat, etc...) et dans les extraditions n'est pas une erreur regrettable. C'est un point central de l'opération. Les « grands partis » de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique et leurs appendices syndicaux sont une pièce du consensus impérialiste. Ils sont plus acharnés encore que quiconque dans l'extermination des révolutionnaires organisés.

Il n'y a qu'à voir en France - outre l'accord profond, soutenu, avec la traque des camarades Italiens - les calomnies insensées contre le Comité de Coordination des foyers en lutte, les dénonciations à la police (cas de Bouaziz, délégué au foyer de Gennevilliers, emprisonné au terme d'une machination sordide), les ragots et les agressions contre les maoïstes en particulier.

Sur le fond, contre ces assauts, c'est l'édification dans la lutte des classes d'un solide centre politique de type nouveau qui est le vrai garant.

Ceci dit, réagir en démocrate contre les dénis de justice est une tâche ouverte à tous. Elle n'exclut pas qu'on voit clair, au contraire: il n'y a rien à attendre des forces bourgeoises, de droite ou « de gauche ». Les démocrates, c'est nous. Nous, c'est-à-dire tous ceux qui rejettent sans condition les expulsions, les extraditions, les lois anti-immigrés, les rafles, les attentats fascistes, les camps spéciaux, les contrôles de police, les mesures anti-jeunes et anti-femmes.

S'agissant des affaires d'extradition, la cible doit être précise: se regrouper et faire nombre contre chaque extradition particulière; et en même temps agir à long terme, de façon opiniâtre, contre la convention « anti-terroriste », contre l'espace judiciaire européen.

Il faut dire loyalement que la mobilisation sur l'affaire Piperno a été hésitante. Bien que nous ayons appelé à tous les rassemblements (Forum des Halles, procès, Santé), nous ne nous excluons pas de l'examen critique nécessaire.

La possibilité de faire une force indépendante contre ce genre d'attaque des États existe. La plate-forme peut être claire et rassembler sans autre condition, pour des tâches précises, tous ceux qui haïssent la Sainte-Alliance policière des États.

Des affaires précédentes (Bellavita, Kennedy Mac-Cann...) montrent que des victoires sont possibles.

Il faut les préparer.

(Suivent appels à la manifestation de Paris le 24 Octobre, et appel à une réunion de bilan pour le lendemain).

**NON A L'EXTRADITION DE PACE !**

**A BAS LA CONVENTION « ANTI-TERRORISTE » ET  
TOUS SES SOUS-PRODUITS !**

**CONTRE L'ESPACE JUDICIAIRE, SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !**

**EXPULSIONS, EXTRADITIONS, CENTRAFRIQUE : A  
BAS L'ÉTAT IMPÉRIALISTE FRANÇAIS !**

## LES FEMMES MAOISTES DANS LA BATAILLE POUR L'AVORTEMENT

La manifestation des femmes pour l'avortement libre et gratuit (le 6 Octobre) a rassemblé beaucoup de monde, ce qui est en soi intéressant.

S'agissait-il d'une « renaissance du mouvement » ? Nous ne le pensons pas. Pour son aspect principal, la manifestation restait dans le cadre de la pression parlementaire. L'unité qui se montrait là était une unité faible, sans tranchant, et surtout sans idée nouvelle. Une répétition, en somme. Or, ce qui ne fait que se répéter manque la vérité des choses.

Cette vérité, le mouvement de 69-75 (jusqu'à ses ultimes sursauts à Hendaye) l'avait vue à juste titre dans la question de l'identité des femmes, point où se cheville leur force pour le changement du réel, pour le communisme.

Cette vérité restait encore un peu aveugle aux contradictions d'où elle naît.

C'est ce que le tract diffusé par les femmes maoïstes de l'U.C.F.M.L. indiquait: piste pour faire bilan, et aller au delà - questions d'avant-garde pour la reprise, à venir, du mouvement.

T.S.V.P. .../...

# LES FEMMES MAOISTES DANS LA BATAILLE POUR L'AVORTEMENT

Nous voulons l'avortement libre et gratuit. Nous voulons l'extension de la loi Veil comme toutes, pour toutes. Pour nous cela signifie que les jeunes dans les lycées et les collèges ne soient pas traitées en mineures. Quand les filles réclament de pouvoir avorter, de pouvoir disposer de leur vie, elles veulent qu'être femme et qu'être jeune soient des forces. Elles s'appuient sur leur force de femmes pour lutter contre tous et toutes qui veulent détruire la capacité de révolte et de force politique de la jeunesse afin d'en faire des teen-agers, des adolescentes. Cela signifie aussi de savoir et de lutter contre ce qui se passe dans les PMI et dans les hopitaux vis-à-vis des femmes immigrées. Pour elles, les choses se renversent et les limitations, les vexations qui accompagnent partout l'avortement deviennent souvent pour elles obligation d'avorter, parce que cela économise de leur indiquer une contraception, de prendre en compte leur être de femmes. Au milieu de la lutte à propos de l'avortement, se pose la question à nouveau: qu'est-ce qu'être une femme ? Est-ce une force, une force d'opposition et de combat ? Est-ce être une force de pression parlementaire pour obtenir ce, qu'en l'enfouissant dans notre jardin, on pensera ne plus pouvoir nous être retiré ? La lutte actuelle montre que c'est une position de faiblesse.

Quand, dans une PMI, on opprime les femmes du peuple, les femmes d'immigrés, opprime-t-on seulement celles qui réclament le droit à disposer de leur corps, à faire ce qu'elles veulent d'elles-mêmes ? Est-ce seulement nos droits qu'on nous retire ? Et se battre pour les droits des femmes, est-ce une bataille qui ne porte en elle que la volonté d'obtenir de l'État et de la société bourgeoise l'égalité qu'elle prétend respecter ?

## La force politique des femmes.

Nous, nous disons que la force des femmes est riche de plus que cela, que l'assise populaire de la lutte sur l'avortement doit se faire en prenant à bras le corps la question de la force politique des femmes.

Pourquoi ? La lutte sur l'avortement, nous la sentons prise dans toutes les luttes pour les droits: droits des immigrés, lutte contre les lois Bonnet-Stoléru. Nous pensons que, pour l'État impérialiste, l'État qui est en place, la question de l'avortement est prise dans une plus vaste offensive contre le peuple. A preuve, dans les colonies qui lui restent, l'État pratique l'avortement forcé et la stérilisation. Comme nous l'avons dit, c'est souvent la même attitude à l'égard des femmes immigrées. Pour les autres femmes, c'est les difficultés et les limitations. Deux poids, deux mesures qu'on pourrait expliquer dogmatiquement. Ce n'est pas notre cas. L'État impérialiste, ce n'est pas le «père» qui met en coupe réglée «sa femme et ses enfants», c'est une force d'attaque contre le peuple. L'avortement est pour lui l'enjeu d'une mise au pas des forces populaires, des forces progressistes. A travers l'avortement, l'État vise à tracer une ligne d'affrontement politique pour porter en avant la restructuration impérialiste. Pour lui, la famille traditionnelle est une vieille lune, même si Debré brâme. Il ne cherche pas à la reconstruire mais, au travers des droits des femmes, d'en faire des pièces qui assurent à elles seules les tâches autrefois assignées à la famille.

Voir la lutte sur l'avortement comme liée au combat par exemple des immigrés n'est pas déplacer le problème. C'est se poser la question des objectifs et de notre force.

Réviser, limiter, durcir la loi sur l'avortement, c'est pour l'État impérialiste tenter de réduire à merci les forces d'opposition réelles, immigrés, femmes, révolutionnaires, progressistes. C'est pour lui se réunifier en perspective d'affrontements plus durs avec le peuple.



La marche du 6 Octobre.

Pour nous, femmes maoïstes, c'est là le problème, et contre cela qu'il faut faire notre force: obtenir ce que nous voulons sur l'avortement en nous liant aux femmes immigrées, aux femmes du peuple, aux jeunes.

## «Le bilan du mouvement des femmes»

Tout cela doit nous faire réfléchir aussi à ce qu'on peut appeler «le bilan du mouvement des femmes». Nous qui avons été partie prenante du moment où les femmes se sont emparées de leur identité, qui avons pensé que c'était une force, nous avons toujours été en désaccord sur le refus de la politique réelle, et sur le refus de considérer l'identité des femmes dans la contradiction aux hommes, alors que cela a été fait dans la séparation. Se séparer des hommes, c'était seulement lutter contre l'aspect féodal de la société bourgeoise. Cette lutte n'est forte que si elle est porteuse de ce qu'on fait après, sinon elle s'enlise ou devient une forme de pression parlementaire. L'État, la bourgeoisie impérialistes sont en définitive d'accord sur les droits des femmes. Ils peuvent parfaitement les intégrer. Obtenir les droits égaux, c'est une victoire, à condition qu'elle construise ce qui vient après. Car avoir des droits dans cette société, c'est ne les voir respecter et ne pouvoir les utiliser pleinement que si une force populaire les impose. Sinon, les droits des femmes, c'est renforcer à travers l'égalité juridique les tâches et les charges des femmes, faire de la femme et de ses enfants une unité indépendante qui doit se débrouiller toute seule. Et rendre autonome l'homme qui peut se consacrer à son travail. Une juxtaposition d'atomes aux droits égaux et aux charges différentes, voilà la famille idéale de l'époque «impérialiste». Au fond, il s'agit d'effacer la différence entre homme et femme au plus grand profit de la société bourgeoise.

C'est pourquoi nous nous appuyons sur l'identité des femmes et la pensons dans un rapport contradictoire et fréquent aux hommes. C'est pourquoi nous pensons que la lutte sur l'avortement est une lutte pour la reconstruction d'une force réelle des femmes, porteuse de plus que ce qui a été pensé et fait jusqu'ici.

Formons des groupes pour aller dans les hopitaux, les PMI, les quartiers.